

Proétaires de tous les pays. nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDREDI 14 MAI  
 n°185 1,50F

Belgique : 15 F  
 Commission Paritaire N° 56942

## Sahara Des congrès populaires partout

Interview d'un responsable  
 du Front POLISARIO  
 voir p. 8

### USA - URSS

Report  
de la  
signature  
du traité  
sur les  
essais  
nucléai-  
res

Ford a reporté la signature du traité soviéto-US sur les essais nucléaires qui devait se dérouler à Moscou hier. Des sources proches du gouvernement américain ont expliqué que cette décision avait été prise à cause de l'approche des élections primaires du Michigan où l'on s'attend déjà à ce que Ford soit battu par Reagan, qui critique violemment la politique de détente, la qualifiant de démission face à l'URSS.

Le traité semblait pourtant une concession faite aux Etats-Unis par l'URSS. En effet, il comportait deux clauses nouvelles. L'accord de 1974 interdisant les explosions souterraines d'engins de plus de 150 kilotonnes était étendu aux expérimentations à caractère pacifique, condition mise par les Etats-Unis à son application. Des observateurs pourraient se rendre sur les sites des explosions nucléaires pour les visiter, ce que l'URSS avait jusqu'alors refusé.

Comme tous les accords dits de désarmement, le nouvel accord se situait dans le cadre des recherches militaires entreprises par les deux superpuissances : d'une part, elles portent toutes deux leurs efforts sur les armes tactiques d'une puissance inférieure à 150 kilotonnes ; les Etats-Unis, par exemple, ont expérimenté avant-hier, un engin de 20 kilotonnes. D'autre part, sa portée est limitée puisqu'il permet de faire exploser des bombes jumelles, c'est à dire une puissance totale de 300 kilotonnes.

suite p. 8

JOURNÉE D'ACTION SYNDICALE DU  
13 MAI

## QUAND IRA-T-ON VRAIMENT A LA BATAILLE



Ce sentiment de déception et d'irritation face à l'inertie que ne parviennent plus à masquer les initiatives confédérales CGT-CFDT s'enchaînant de journées en journées, a marqué les manifestations d'hier : de Paris à Marseille et de Lille ou Nancy à Lyon, ils

manquaient des travailleurs à l'appel ! Et pourtant ! Des noyaux importants de travailleurs combattifs, dans de nombreux cortèges, et, par exemple à Dijon, autour de Bourgogne Electronique, ont exprimé leurs aspirations à une toute autre mobilisation : celle,

qui, se traduisant dans la lutte, doit porter un coup décisif tant aux blocages des revendications qu'à la répression croissante... Ce courant qui grandit a montré hier que la volonté d'offensive de la classe ouvrière ne se laissera pas diluer dans les journées d'«inaction» syndicales !

voir p. 4 nos compte-rendus sur le 13 mai

## Bourgogne-Electronique TOUS AUX COTES DES 23

- Formez des comités de soutien
- Faites circuler l'appel des 23

voir p. 5

CHIRAC, PONIATOWSKI,  
LECANUET

## EN PREMIERE LIGNE CONTRE LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

● Un juge de Marseille chargé d'instruire l'affaire des ententes illégales entre firmes pétrolières constitue un dossier explosif sur les pratiques de ces sociétés et leurs complicités à de hauts niveaux. Il est mis en demeure par Lecanuet de quitter Marseille pour Hazebrouck. Le même Lecanuet se prépare à épurer les services de la Chancellerie

● Répondant à une question écrite à l'Assemblée sur des perquisitions policières à Toulouse dans les locaux de journaux, Poniatowski accuse ceux qui protestent contre les méthodes de la police de s'opposer «à la recherche des délinquants ou des criminels» et d'apporter leur soutien «à l'illégalité, au désordre et à la criminalité».

● Chirac recevant onze de ses grands commis en profite pour rappeler aux fonctionnaires leur «devoir de réserve», c'est-à-dire l'obligation de servir la politique gouvernementale.

Trois interventions convergentes que l'on doit rapprocher des mesures désormais quotidiennes : condamnation pour occupation d'usines, agression de CRS et autres forces répressives contre des piquets de

grève, licenciements d'ouvriers combattifs

En même temps que la bourgeoisie durcit sa répression contre les masses populaires, les piliers même sur lesquels est fondée sa domination sont traversés par d'importantes lézardes. C'est un signe supplémentaire de la crise, de l'incapacité de la bourgeoisie à gouverner comme avant. Quelles que soient les illusions ou les options réformistes que peuvent défendre tel ou tel juge ou fonctionnaire visé par les attaques de Chirac, Poniatowski ou Lecanuet, l'irruption sur la scène publique de faits de ce type ne sont pas le simple reflet de la querelle entre la «gauche» et la droite, mais bien l'indice de la volonté capitaliste d'accroître le contrôle sur l'appareil d'Etat pour mieux réprimer les travailleurs et leurs luttes. Le caractère de plus en plus autoritaire, de la politique gouvernementale, que n'arrive pas à masquer la politique de réformes, se révèle de jour en jour ! Il rend impératif la riposte offensive à chaque restriction des libertés démocratiques, comme par exemple elle s'organise autour des 23 de B.E. pour leur réintégration.

### L'affaire Ceccaldi

## INTERVIEW de M<sup>e</sup> BARTOLOMEI

Délégué du syndicat de la  
Magistrature pour la région de  
Marseille

«On juge  
le magistrat  
à la souplesse  
de son échine»

Quotidien du Peuple : Quelle attitude allez-vous adopter par rapport à la mutation de Ceccaldi ?

L.B. : Nous allons nous réunir en assemblée générale extraordinaire à la fin de la semaine, et nous aviserons démocratiquement, à ce moment-là, de la stratégie à adopter.

suite p. 3

# ENQUÊTE

## A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES - 2 DANS LES COURÉES DE ROUBAIX

par Serge LIVET

### L'ENDROIT DE FRANCE OÙ LES ENFANTS MEURENT LE PLUS

## ROUBAIX

Dans le Nord, région de vieille industrialisation avec le textile et le charbon, les courées et les corons témoignent de la survivance de la première forme d'habitat capitaliste. Un siècle après leur édification, des milliers de familles ouvrières y vivent encore, dans des conditions de plus en plus précaires.

Le textile, l'extraction du charbon sont avec la sidérurgie, des industries sur lesquelles s'édifièrent au siècle dernier les premiers grands empires industriels qui façonnèrent le paysage de régions entières. Dans le nord, pour loger leurs ouvriers, les patrons construisirent des cités entières près de leurs usines : courées, corons et cités ouvrières. Cette forme d'habitat répondait essentiellement à deux besoins. En assurant eux-mêmes le logement de leurs ouvriers à des prix relativement bas, le patronat faisait baisser le prix de la force de travail, c'est-à-dire des salaires, et récupérait les loyers qui autrement auraient été accaparés par les propriétaires d'immeubles. D'autre part, à une époque où le prolétariat était en formation à partir de petits paysans ruinés et d'ouvriers agricoles, en logeant ses ouvriers, le patronat imposait un contrôle permanent sur une main-d'œuvre qui ne s'était pas encore pliée à la discipline du capitalisme.



Dans une cour portant le nom d'une dynastie de patrons roubaisiens...

A Lille aussi, une partie de la population vit encore dans les courées. Le projet de la municipalité socialiste est de faire de Lille une ville de bureaux et d'immeubles de standing. Les courées sont détruites les unes après les autres. C'est le cas pour le quartier populaire de Wazemmes, où on reloge les habitants des courées dans des logements à caractère dit «social».

D'abord, on construit uniquement des F 2 et des F 3, comme cela, les familles nombreuses sont exclues. On reloge des «vieux», des familles avec un enfant maximum. On construit une tour. Le prix pour un F 2 : 600 F par mois. On ne s'étonnera pas si pratiquement aucun des

bénéficiaires de l'opération ne peut se permettre d'habiter «la tour». D'autres habitations semblent plus abordables : 400 F toujours pour un F 2, d'autant plus que les vieillards les plus nécessiteux peuvent bénéficier d'une aide. Mais souvent, l'aide n'est versée que dans les mois qui suivent le relogement, puis elle s'arrête. Ensuite, à ces loyers, vient s'ajouter une cote mobilière de 800 à 1 500 F.

La lutte s'est alors engagée, l'association des locataires a organisé la grève des paiements de la cote mobilière et finalement obtenu un paiement échelonné et certains dégrèvements.

De l'Hôtel de ville à la gare, le long de l'imposante avenue Lebas, Roubaix offre le spectacle complaisamment étalé de la prospérité bourgeoise de la fin du siècle dernier. A quelques minutes de ces immeubles cossus, se dresse «Roubaix 2 000», un ensemble de grands magasins et d'immeubles modernes, la nouvelle image de Roubaix, un Roubaix moderne qui aurait réussi sa mutation économique après la crise du textile sur laquelle la ville avait bâti sa fortune.

#### AU-DELÀ DE «ROUBAIX 2 000»...

Mais si l'on traverse la rue de la gare pour emprunter la rue de l'Alma, c'est un tout autre visage que présente cette ville. La masse imposante de la Redoute se dresse au milieu de petites maisons basses tassées les unes contre les autres le long d'étroites rues pavées.

C'est dans ce quartier que l'on trouve les courées, témoignant que les luxueux immeubles de la rue Lebas se sont édifiés sur la misère de l'Epeule, de l'Hommelet, de la Guinguette... Devant les maisonnettes de briques rouges, des enfants partout, jouant sur les trottoirs, dans la rue, devant les grillages qui enserrant l'usine. Plus avant dans le quartier, l'alignement monotone se rompt de place en place sur des ruines : sitôt abandonnées, les maisons sont pillées. Les courées se meurent. On ne verra bientôt plus dans le quartier de l'Alma-Gare ces logements plus que frustes, construits il y a plus d'un siècle par les magnats du textile afin d'y loger une main-d'œuvre d'origine rurale. Le principe qui présida à leur construction est simple : construire à bas prix, le plus de maisons possibles sur l'espace le plus limité.

Les courées se meurent mais, il y a encore à Roubaix 700 courées regroupant 6 000 logements, soit 15 % du parc immobilier de la ville. Des familles ouvrières, des Français, des Immigrés, et des vieux travailleurs à la retraite, beaucoup de vieux travailleurs, essaient encore d'y vivre.

Dans l'alignement s'ouvre par endroits

une étroite ouverture, au-dessus de l'une d'elle, une plaque à moitié effacée : «Cour Bossut», du nom d'une dynastie de patrons roubaisiens. La cour est jonchée de gravats, pourtant les draps qui séchent indiquent que c'est encore habité.

Une vieille ouvrière :  
«LES AUTORITÉS M'ONT RÉPONDU  
QUE COMME J'ÉTAIS VIEILLE,  
JE POUVAIS DORMIR EN BAS !»

Impasse Barbe d'Or, - son nom vient du surnom d'un patron d'estaminet - deux dizaines de maisons se font face. Très vite, on est entouré par les enfants. Les portes s'ouvrent. A l'Alma-Gare, on ne se méfie pas des visiteurs. Une femme de 70 ans nous montre où elle loge : une unique pièce au rez-de-chaussée qui donne sur la cour, un étroit couloir mène à l'escalier qui ne mène plus nulle part désormais. L'eau pénètre par le toit dans la pièce du haut. Mais c'est bien pis chez sa voisine qui a 90 ans : «Le toit est transpercé depuis longtemps. J'ai prévenu les autorités, mais elles m'ont répondu que, comme j'étais vieille, je pouvais dormir en bas !». Pour dormir quand il pleut, nous explique-t-elle, elle doit protéger le lit avec un parapluie. Les voisins ont essayé de réparer avec des tôles. Au centre de la cour recouverte par des bâches ou des tôles, des fosses d'aisance et à côté, un point d'eau, pour l'ensemble des maisons de la cour.

L'insalubrité, les rats, parfois le manque d'eau, coupée par la municipalité comme l'an dernier pour 200 personnes, parce qu'elle n'avait pas été payée, font de Roubaix, administrée par le parti socialiste, la ville qui détient le triste record de la mortalité infantile en France (34 pour 1 000).

Ces maisonnettes misérables qui menacent ruine, sont souvent entretenues avec la plus grande ingéniosité par ceux qui s'y accrochent et qui, sans garantie sur leur habitat futur, refusent de les quitter malgré les pressions des rénovateurs.

#### UNE FAMILLE OUVRIÈRE

«Nous habitons depuis 10 ans Wazemmes. Il y a 5 ans, on a été convoqué ; on nous a dit que le quartier allait être abattu. Depuis ce temps là, on n'a plus rien vu. On ne sait pas ce qu'ils vont faire ici. On sait seulement qu'il ne faut pas faire de réparations dans notre maison. Dans la rue, il y a plusieurs maisons dont les locataires sont partis : les propriétaires les laissent à l'abandon. Elles s'écroulent».

#### UN OUVRIER DE LA MÉTALLURGIE

«Je suis allé à une réunion du PS où Maurois parlait du logement. Je lui ai montré mes fiches de paye en mains, que je ne pouvais pas payer 600 F par mois dans un HLM. Finalement, j'ai insisté et le Service d'Ordre du PS m'a vidé de la salle. Déjà, j'ai changé d'usine, alors que j'avais un salaire plus élevé, pour avoir un logement d'usine».



Un boyau étroit et obscur peut donner accès à plus de 40 maisons

#### INTERVIEW DE ROGER LEMAN, RESPONSABLE APF DU QUARTIER ALMA-GARE A ROUBAIX

### «La rénovation ? A une condition : Si elle est pour nous»

Le quartier est dans un état de dégradation très inquiétant. Dès le départ, on était d'accord pour la rénovation : les 3/4 des maisons sont à raser. Mais notre principe de base, c'est : «la rénovation, oui, mais si c'est nous qui en profitons».

Quotidien du Peuple : Quelle a été votre action ?

R. Leman : Nous, on s'est toujours battus sur le logement : des choses simples : la surface corrigée par exemple. Rien qu'en faisant appliquer la loi de 1948, on a fait baisser au moins 300 loyers dans le quartier. On a obtenu plusieurs victoires : dans l'affaire des coupures d'eau par exemple... On s'est toujours battu jusqu'ici au niveau des murs ; mais ce qui compte aussi, c'est de permettre la vie collective dans les nouveaux loge-

ments, avec bien entendu des loyers abordables.

Ici, c'est la vie collective : comment va-t-elle se poursuivre dans les nouveaux logements ? Si c'est une rénovation qui enferme chacun chez soi, comme on a pu le voir dans certaines agglomérations, ou même dans des maisons individuelles, alors, c'est une rénovation louée.

On est allés visiter un foyer-logement avec une dizaine de vieux parce qu'ils voulaient en faire un sur le quartier. Il y avait la télé, des grandes salles ; mais les vieux nous ont dit : «On préfère continuer à vivre avec des enfants, des jeunes et des moins jeunes ; continuer à voir la vie devant nous et à y participer».

A voir les foyers-logements, nous on aurait dit : «d'accord», mais d'y avoir été avec les intéressés, ça

nous a permis de comprendre qu'il n'en fallait pas. Au niveau de la rénovation, actuellement, on sépare : pouponnière, foyer de vieux, jeunes ménages, cadres, etc...

Pour que la rénovation nous profite, nous sommes également convaincus qu'il faut résister le plus longtemps possible. C'est pour cela qu'on s'est battu, parce qu'on avait compris que derrière les murages, derrière les pillages, il y avait autre chose.

QdP : On voulait faire fuir les gens ?

R. Leman : Absolument ! Dès qu'une maison est libre, deux jours après, il n'y a plus rien : la maison est défoncée, on enlève les vitres, le plomb, les tuyaux de zinc. Il y a eu des antennes de prises sur les toits pendant que les gens regardaient la télévision.

QdP : Qui fait ça ?

R. Leman : Il y a des ferrailleurs, mais il y a aussi des gars qui sont venus s'implanter sur le quartier avec la ferme intention de piller.

Et ces gens-là ne sont pas du tout inquiétés par la police. Il y a des courées entières qui se sont vidées à cause des pillards. Ils y faisaient la loi et les gens n'ont plus voulu rester. On fait tout pour rendre le quartier inhabitable.

Beaucoup de gens dans le quartier résistent, c'est peut-être de l'héroïsme, mais nous avons fait le choix de rester ici. La rénovation ? A une condition, si c'est pour nous. Aujourd'hui, eh bien, on reste dans notre cour et ça pose beaucoup plus de questions à tous les organismes qui s'en occupent que si tout le monde était parti».

Réunion des secrétaires fédéraux du PCF

LES LEÇONS EMBARASSÉES DE L'ÉCHEC DE TOURS

Paul Laurent, secrétaire à l'organisation du PCF présidait une réunion des secrétaires fédéraux à l'organisation de ce parti, où il faut discuté des objectifs fixés au 22<sup>e</sup> Congrès : 600 000 adhérents, 10 000 cellules d'entreprise. Mais quatre jours après l'échec cuisant des élections de Tours, il ne pouvait pas ne pas en être question. Le secrétaire fédéral d'Indre-et-Loire a tenté de minimiser l'ampleur de cet échec de la ligne du 22<sup>e</sup> Congrès.

Malgré une perte de voix importante, Lagrange, le secrétaire fédéral veut voir dans la campagne électorale du PCF à Tours un succès : 161 adhésions réalisées en 3 semaines, large propagande pour les idées du 22<sup>e</sup> Congrès. Mais comment expliquer que ce renforcement du PCF, et la campagne new-look de Labeyrie qui s'est déroulée sur «le thème du changement de société proposé par le 22<sup>e</sup> Congrès» ait abouti à une perte de suffrages.

Cette question au sein du PCF, de nombreux militants ne manquent pas de la poser et il ne suffit pas de répondre qu'ils traitent «les questions d'organisation en terme électoraliste» (Lagrange), ce qui est bien le comble pour un parti qui fonde l'essentiel de sa stratégie sur les élections. La ligne du 22<sup>e</sup> Congrès, l'abandon de la référence même verbale à la dictature du prolétariat, l'adoption d'un nouveau style, dépouillé de tout ce qui pourrait rappeler le passé révolutionnaire du PCF, avaient pourtant pour but de rallier de larges fractions de la petite bourgeoisie, des cadres et une partie de la bourgeoisie au projet de capitalisme d'Etat du PCF, ceci devant nécessairement se traduire par des progrès électoraux. Or, mesurée au baromètre électoral, l'orientation du 22<sup>e</sup> Congrès se traduit par un recul.

Pour le PCF, cet échec serait dû en partie à la campagne de la bourgeoisie sur le thème : «Le PCF vous trompe, il n'a pas

changé». Lagrange se plaint que Royer ait fait «toute sa campagne avec le Manifeste de Marx-Engels, la Critique du programme de Gotha et la «Maladie infantile»...»



Au cours de la réunion, l'accent était mis sur la «priorité aux entreprises pour le renforcement du parti».

Un intervenant disait que «l'on ne pouvait venir à 25 à la porte d'une usine un jour et n'y revenir que deux ans après» ! D'où le souci d'une «action persistante pour les revendications».

Le P«C»F se rend très bien compte de la désaffection croissante des ouvriers pour ses propositions et, de plus en plus souvent, du refus par les travailleurs (notamment ceux qui luttent) de

Mais la cause principale de l'échec viendrait de la nouveauté des idées du 22<sup>e</sup> Congrès qui ne sont pas encore comprises y compris dans les propres rangs du PCF «certains de nos électeurs se sont abstenus, troublés qu'ils ont été par ce que les grands moyens d'information disent à propos de la dictature du prolétariat...»

Conclusion tirée par Lagrange et reprise par Paul Laurent : «Il faut donc poursuivre avec persévérance notre campagne

d'explication sur le contenu réel des idées du 22<sup>e</sup> Congrès... On est encore très «en surface» sur bien des points». Les dirigeants du PCF reconnaissent donc tout en minimisant le phénomène que l'abandon ouvert des principes suscite la méfiance et même le rejet de la part des masses qu'il influence. Les travailleurs ont bien compris, contrairement aux affirmations méprisantes de Laurent ce que signifiait la ligne du 22<sup>e</sup> Congrès : le replâtrage du capitalisme.

Le PCF peut toujours se rassurer en disant que sa campagne d'explication a marqué, ce n'est pas cela qui convaincra ceux chez qui le 22<sup>e</sup> Congrès a provoqué des doutes.

Devant ces difficultés rencontrées pour faire passer sa ligne dans les masses qui affirment leurs aspirations révolutionnaires, le PCF redouble ses efforts de propagande, ses appels d'adhésions.

Mais le problème pour lui reste le même : il ne peut pas dans une situation où grandit la volonté de lutte des masses, maintenir son influence chez les travailleurs tout en espérant gagner par ses concessions du poids dans la petite bourgeoisie.

S.L.

servir de masse de manœuvres à ses visées électorales. C'était déjà le cas à Sovirel (Bagneaux) et à Orléans et St Gobain (Orléans), où l'année dernière, les grévistes refusaient l'entrée de leurs usines aux responsables du P«C»F. C'est ce mouvement qui s'élargit aujourd'hui à Réhault ou dans les foyers Sonacotra.

On avait pu se rendre compte en allant discuter avec eux (à Renault, à Chausson...) comment les travailleurs jugeaient ces «i-

dées neuves». Le bide total enregistré porte Zola à Billancourt (150 personnes y compris le service d'ordre) par Madeleine Vincent (du Bureau Politique) venue «rendre compte aux travailleurs de Renault des travaux du XXII<sup>e</sup> congrès» est particulièrement révélateur.

C'est ce terrain perdu, de «manque à gagner» comme il dit, que le P«C»F veut rattraper en essayant de se faire passer pour le meilleur défenseur des revendications des travailleurs.

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE DE GISCARD FINANÇÉE PAR LES PÉTROLIERS ?

La revue «Pétrole Informations» donne les détails sur le financement des partis politiques français par les trusts. Ainsi on peut apprendre que des «petites enveloppes» ont circulé, contenant des chèques. L'un d'eux était de 85 millions anciens, signé par BP à l'ordre d'un Conseiller Général de l'Euro-S'agirait-il de Tomasini ? La caisse de l'UDR, dont il était à l'époque secrétaire général n'a pas du s'en plaindre ! Le but de cet «arrosage» : faire taire les oppositions à la construction d'une raffinerie à Vernon dans l'Eure. L'Humanité-Dimanche suggère que Jean Meo, l'actuel directeur d'Havas connu à cette époque une promotion ultrarapide. Directeur de l'Union Générale des Pétroles alors, il aurait rendu de sonnants et

trébuchants services à la majorité. Celle-ci, n'en pouvant plus de reconnaissance, l'aurait nommé directeur de Havas, un poste-clé pour le financement de la campagne de Giscard. On comprend l'angoisse de Lecanuet à l'idée de voir réapparaître sur la table les reliefs d'un tel festin !

Le procès d'Edmond Simeoni s'ouvrira le 17 mai à Paris, devant la Cour de Sûreté de l'Etat. A l'appel du Comité de Soutien à Paris, «12 heures pour la Corse» auront lieu samedi 15 mai à la Mutualité.

A L'ALLEMANDE...

Depuis mercredi, France-Soir est en ébullition à propos de l'affaire de l'ambassadeur de Bolivie, tué à Paris.

A tout seigneur, tout honneur. Le reporter s'est naturellement adressé à la DST, police spécialisée, entre autres, dans la pose de micros, dans les rédactions de presse. Et l'inspecteur de service, qui connaît la musique, a su jouer sa partition : prétendant qu'on peut trouver, «dans un même attentat, des Palestiniens, Carlos, et la bande à Baader-Meinhof», il conclut, immédiatement : «Parce qu'ils poursuivent le même idéal révolutionnaire».

Le thème est archi-connu : c'est celui du terrorisme international, prétexte à la répression accrue contre le mouvement ouvrier.

Poursuivant sa route, notre journaliste n'a pas froid aux yeux, s'est rendu à l'ambassade de Pinochet, où paraît-il, il n'a pas été fouillé à l'entrée. Et l'ambassadeur, entre gens du même monde, de lui expliquer : «Cela serait épouvantable pour notre image de marque». Le sang des martyrs du peuple chilien n'aurait donc pas suffi à la ternir ?

Couronnement du reportage, France-Soir publie un portrait-robot : «C'est l'assassin». On a déjà vu cela. En Allemagne, où la télévision appelait largement la population à aider la police en diffusant ce genre de portraits. Ulrike Meinhof vient de mourir, victime de ce système policier. Le trust Hachette, qui publie France-Soir, aurait-il l'ambition d'imiter son collègue allemand Springer ?

Affaire Ceccaldi INTERVIEW DE M<sup>e</sup> BARTOLOMEI

suite de la une

QdP : On a parlé de pression sur Ceccaldi pour obtenir un non-lieu dans «l'affaire des pétroliers» ?

B. : Pour l'instant, il n'y a pas eu de démenti. Les pressions dont est l'objet M. Ceccaldi dans cette affaire, c'est le secret de Polichinelle. Il suffit de laisser traîner ses oreilles au Palais de Justice depuis quelques semaines : on en parle ! Par ailleurs, pourquoi avoir désigné M. Ceccaldi, qui n'est pas tellement spécialisé pour Hazebrouck, où on n'a pas besoin de sa spécialité, alors qu'à la section financière de Marseille, il était candidat, que le poste était vacant, et qu'on n'arrivait pas de surcroît à trouver un candidat, malgré toutes les diligences de la chancellerie. Il faut donc prendre le problème à rebrousse-poil, à l'envers, nous sommes pour l'instant tenus par le secret professionnel et le secret de l'instruction, mais alors pourquoi avoir désorganisé tout un service, au lieu de nommer sur place, comme cela s'est fait très fréquemment dans la magistrature, et notamment à Marseille ? On pourrait citer 20 exemples en deux ans, de magistrats qui ont réalisé leur avancement sur place : pourquoi ne l'a-t-on pas fait en l'occurrence, et a-t-on préféré désorganiser tout un service où les dossiers s'empilent dangereusement les uns sur les autres ?

QdP : Vous pensez donc qu'il y a désorganisation délibérée du service économique ?

B. : Si elle n'est pas

délibérée, je voudrais bien qu'on me l'explique : je veux comprendre. A-t-on fait passer les nécessités du service en priorité, ou les nécessités d'une purge ? A-t-on vu en priorité l'intérêt du justiciable ou certains intérêts politiques ? Ce sont des questions qu'on pose, qu'on se pose, et qui appellent une réponse, mais pas de ma part.

QdP : Y a-t-il eu des pressions, en dehors de cette affaire contre les juges membres du Syndicat de la Magistrature, ce que M. Ceccaldi laissait entendre ?

B. : Quand on est membre du Syndicat de la Magistrature, des sanctions déguisées ou non déguisées, c'est monnaie courante. Les sanctions non déguisées, cela va des tâches non intéressantes à des nominations à 1 000 kilomètres, pendant que d'autres peuvent avoir leur avancement sur place ; des notations médiocres, où l'on juge moins les qualités professionnelles que la souplesse de l'échine du magistrat.

QdP : Pensez-vous que Lecanuet va réellement engager des poursuites disciplinaires, comme il en a fait la menace ?

B. : Je ne sais pas. M. Lecanuet, depuis qu'il est à la Place Vendôme, a dit tellement de choses, et s'est tellement déjugé, ou a été si souvent déjugé par les faits, que je ne fais pas de pronostic !

recueilli par Paul GAUVIN

TROIS TRUSTS POUR SE PARTAGER 90 MILLIARDS

Hier matin, s'est tenu à l'Élysée, un conseil restreint sur le choix des systèmes de commutations électroniques qui devront équiper les centraux téléphoniques. Trois trusts proposaient leurs services et lorgnaient sur les 100 milliards (au moins) de crédits que le gouvernement investira dans cette affaire. Sur les rangs, trois firmes : CGE (France), ITT (USA), Ericsson (Suède). En fait le véritable choix ne portait pas sur l'aspect technique mais sur la répartition du pactol entre ces firmes. La décision définitive n'est pas prise, mais ce qui est certain maintenant, c'est que les crédits seront répartis entre les trois

firmes avec une préférence pour CGE. La décision d'affecter d'aussi gros crédits à l'équipement téléphonique data du plan de relance de l'an dernier. L'ouverture d'un important marché français est destiné à muscler l'industrie française du matériel téléphonique et de la rendre compétitive en vue de l'exportation notamment vers le Tiers Monde où la concurrence pour décrocher les contrats est vive.

D'ici 1982, le nombre de lignes téléphoniques devrait être triplé et les centraux téléphoniques mécaniques transformés en centraux semi-électroniques.

# LUTTES OUVRIERES

## Marseille : le 13 mai sur la Canebière

A 10 H, il n'y avait guère plus de 5 000 personnes, ce qui est vraiment peu pour la région marseillaise. Quelle préparation pour cette journée qui «doit marquer une étape importante de la lutte revendicative lancée par les confédérations CGT et CFDT» comme a tenu à le préciser le journal local du P«C»F, La Marseillaise ?

A Alstom, la CGT, seul syndicat ouvrier, n'a fait aucune réunion de préparation, seuls 2 tracts ont été diffusés la veille et l'avant-veille, sans préciser que le mois dernier, les cadres avaient fait une demi-heure de grève pour exiger le licenciement d'un ouvrier ! En fait aucune mobilisation n'a été faite sur la répression et l'atteinte aux libertés démocratiques pour ne pas déplaire à la maîtrise : résultat, une vingtaine de travailleurs ont été mobilisés pour cette journée sur 300 ouvriers dont 170 syndiqués à la CGT. Pour les participants ce n'était pas l'enthousiasme !

Dans le cortège, le fief de la CGT-PC de la réparation navale et les municipaux de la CGT, étaient seuls à lancer le mot d'ordre : «Union, action, programme commun». Il y avait deux cortèges combattifs, les PTT et les hospitaliers, avec les travailleurs en formation du secteur sanitaire et social en lutte.

Encore une journée qui ne peut qu'essouffier les travailleurs qui ne voient plus la finalité, par exemple pourquoi la fédération CGT et CFDT des Banques appelle-t-elle ce secteur à une autre grève isolée le 20 et le 21 mai ?

Correspondant Marseille

## Nancy : 2000 personnes à la manifestation du 13, les Acieries de Neuves Maisons sont en grève

1 500 à 2 000 personnes avaient répondu à l'appel de la CGT et de la CFDT pour manifester à Nancy. Cette manifestation a été semblable aux précédentes. Les usines n'étaient représentées que par un petit groupe de travailleurs et les mots d'ordre tels que «Union, Action, programme commun» faiblement repris et sans grande conviction. Le sentiment général, c'est «quand en finira-t-on avec ces journées «destinées à développer l'action» et à rassembler les forces pour la bataille ? Quand ira-t-on vraiment à la bataille ?»

Les ouvriers des Acieries de Neuves-Maisons avaient débrayé la veille et ce débrayage avait touché toute l'usine. Par exemple, au HF 5, les cadres avaient dû sortir une coulée par terre, faute de personnel pour lingoter. Le service «traction» qui avait débrayé a reconduit son mouvement pour le 13, pour 24 heures, ce qui paralyse toute l'usine. Une réunion de comité d'entreprise extraordinaire devait avoir lieu hier après-midi. Une menace de lock-out général a été brandie par la direction.

## Lille : «on sent bien qu'il y a un malaise !»

Les travailleurs de la région lilloise ne s'y sont pas trompés, le 13 mai était bien une journée d'action comme les autres et qui n'ouvrait pas plus de perspectives à la satisfaction de leurs revendications. Le mouvement de grève n'a pas eu l'ampleur prévue par les directions syndicales ! Un responsable CFDT des PTT le confirmait devant le faible pourcentage de grévistes (30 à 40) : «On sent bien qu'il y a un malaise, mais on n'arrive pas à faire sortir les gars».

La manifestation du matin réunissait un peu plus d'un millier de personnes, mais si on voyait beaucoup de sections syndicales, pour chacune d'elles, peu de travailleurs étaient représentés. On peut noter à l'avant du cortège l'opposition qui s'est manifestée entre la CGT et les travailleurs de Desombre qui refusaient de reprendre les mots d'ordre de soutien au programme commun !

## à Lyon : les métallos n'y étaient pas

10 000 personnes environ participaient à la manifestation syndicale, mais avec un poids très grand des couches d'employés. La CGT, par l'intermédiaire de la Chimie en tête et de Berliet pour fermer la marche, tentait d'imposer, classiquement, son «union, action, programme commun» que contestaient les hospitaliers et postiers CFDT, entre autres. Les travailleurs de Brandt, la SNAV n'ont pas participé ; dans la métallurgie, seules quelques boîtes comme AMTEC (où l'influence révisionniste est forte) étaient présentes...

## DIJON : UN 13 MAI DE LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION

A Dijon, les travailleurs ont fait de la journée du 13 mai, une journée de lutte contre la répression. La manifestation du matin, très combattive, a réuni environ 1 500 personnes. Les mots d'ordre les plus scandés correspondaient bien aux problèmes qui se posent actuellement sur Dijon : «B-E, Hoover, cheminots, non à la répression», «Non aux licenciements, oui à la réintégration des 23», «Ouvriers, paysans, étudiants, non à la répression», «Les patrons licencient, licencions les patrons».

De nombreuses ouvrières de B-E sont venues manifester avec leurs camarades, et c'est grâce à la participation importante des travailleurs de Dijon en butte à la répression (Sonacotra, cheminots, B-E...) que la manifestation a été une réussite et qu'elle n'a pu être récupérée au profit des révisionnistes et des réformistes, des UD-CGT et CFDT.



Ceux-ci ont essayé à plusieurs reprises de lancer des mots d'ordre allant dans le sens du programme commun : «Il faut nationaliser LCC-CICE», et d'autres mots d'ordre de la plate-forme des UD qui ne correspondent pas aux

problèmes qui se posent aujourd'hui dans les boîtes sur Dijon. La meilleure preuve, c'est qu'ils ont été rapidement recouverts par les travailleurs.

La manifestation aujourd'hui a montré que les

travailleurs de B-E ne sont pas les seuls à se battre contre la répression, et l'intérêt que portent toutes les autres boîtes à la lutte des 23 est une garantie de plus pour la réintégration.

Corr. B-E

## 13 MAI A PARIS

### Comment renforce-t-on le syndicat ?

«Qui c'est les plus forts ? Les plus forts, c'est... les verts ? (pour rester dans l'ambiance Glasgow). Non : «La CGT !» Tout au long du cortège qui, pendant deux heures, de St Lazare à la Gare du Nord a réuni quelques dizaines de milliers de manifestants (3 ou 4 fois moins qu'au 1<sup>er</sup> mai, disaient de nombreux militants syndicaux), le sectarisme de boutique syndicale - en particulier dans les rangs CGT - a régné à différents moments : il y avait de quoi être écœuré à entendre pendant des dizaines de minutes des cortèges entiers (communaux des banlieues dirigés par le P«C»F, CGT des Banques, le Syndicat des professeurs de CET-SNETP...) aucun mot d'ordre revendicatif, ni aucun slogan anti-capitaliste quelconque mais, pour tout potage : «1,2,3,4,5 CGT» ou «Et agissons ! et adhérez ! à la CGT !»

Assurément, les travailleurs ont besoin de s'organiser pour lutter, ils

veulent un instrument syndical pour cela ; dans ce cadre-là, renforcer la CGT, oui ; mais pour «servir de marche-pied aux gens du Programme Commun pour accéder au pouvoir en 78, alors là, non !» comme le disaient des travailleurs du Commerce (CGT comme CFDT, d'ailleurs) recontrés à la dispersion. Beaucoup de secteurs, d'usines, présents au 1<sup>er</sup> mai avaient boudé cette sorte de promenade, dans laquelle pourtant plusieurs cortèges tranchaient : du cortège de l'URSSAF montait «le seul secteur en expansion, c'est la répression», tandis qu'autour des travailleurs de la Thomson-Malakoff, Vélizy, Levallois et Sartrouville, de la Snecma-Corbeil... un pôle se formait pour le soutien à Bourgogne Electronique et aux autres camarades réprimés. «La seule relance, c'est l'action ; n'attendons pas les élections». «Union, action, contre la répression, pour la révolution»...

Dans ce cortège très militant, comme dans ceux du Commerce des Assurances CFDT, des Câbles de Lyon CGT, des postes... le «comité de soutien aux 23 de B-E» (formé la veille à Levallois) diffusait l'appel des travailleurs licenciés de LCC-Bourgogne Electronique, avec un grand écho : «C'est autour des camarades qui se battent et de ceux qui trinquent et qu'on doit défendre qu'il aurait été valable d'organiser cette journée ; ça manquait d'une initiative

confédérale de ce genre !» Et c'est, de fait, dans l'affirmation de la lutte pour les libertés syndicales et démocratiques, le soutien aux luttes et «pour l'offensive ouvrière» (comme le scandaient plusieurs cortèges combattifs, dont celui d'Air France, Orly Nord) que de nombreux travailleurs ont montré comment, eux, voyaient et voulaient un renforcement syndical sans esprit de boutique et pour la lutte de classe !

S.R.

## CEUX QUI NE PARTICIPAIENT PAS

Hier, 11 h, la gare Montparnasse paraît déserte. Sur les quais, des chariots pleins en attente de chargement ; peu de trains... Est-ce que la Journée d'Action aurait paralysé la gare ? En allant vers le chantier marchandises SNCF, c'est ce que l'on demande aux cheminots présents, et aussi : «Pourquoi ne participez-vous pas à la grève ?»

Un manutentionnaire se demande : «Pourquoi faire, puisque la dernière grève ne nous a rien apporté, sinon une perte de salaire importante ? Qu'est-ce qu'on peut faire comme ça ? C'est seulement tous unis qu'on peut obtenir satisfaction».

Un certain pessimisme existe donc chez plusieurs travailleurs rencontrés à Montparnasse ; les idées défaitistes ne sont pas combattues, mais au contraire renforcées par l'intervention du P«C»F dans le syndicat... Par contre, plusieurs non-grévistes se déclarent favorables à un mouvement de lutte

d'ensemble, y compris avec les paysans, les étudiants... Les idées sont claires surtout contre la répression et les atteintes au droit syndical. Mais pour cela, en quoi une nouvelle «journée d'inaction» pouvait-elle aider au développement des luttes et de la conscience ? D'autant que l'idée commence à se faire jour : «C'est un Mai 68 réussi cette fois, qu'il nous faudrait ; quelque chose qui porte vraiment un grand coup à la bourgeoisie !»

On comprend alors que dans le lot important de ceux qui n'ont pas voulu suivre le mot d'ordre hier, nombreux sont ceux qui le font faute de perspectives, écœurés par les échecs dont le révisionnisme a été la source ! En reprenant la lutte en main, en l'arrachant aux directions syndicales (qui servent l'Union de la gauche au lieu des travailleurs), les cheminots et tous les travailleurs avec eux, retrouveront le chemin de l'action que tracent déjà près de 200 entreprises en grève !

## Réhault : le syndicat porte plainte

Le syndicat chargé de la liquidation de l'entreprise Réhault vient de porter plainte contre les travailleurs à propos de la vente de chaussures du week-end dernier. Profitant de la journée «portes ouvertes» organisée par les «Lip», les «Réos» ont vendu plus d'un millier de paires de chaussures.

La bourgeoisie, non seulement prive les 600 travailleurs de Réhault de leur emploi, organise une campagne de diffamation contre eux et leurs dirigeants, mais en plus, veut les trainer en justice pour tenter de briser leur lutte, un comble auquel la lutte répondra !

# LUTTES OUVRIERES

## TOUS AUX COTÉS DES 23 DE BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

### DÉVELOPPONS LES COMITÉS DE SOUTIEN

La première réunion du Comité de Soutien Paris-Banlieue Nord, qui s'est tenue le 12 mai, était convoquée par des camarades membres de l'UL-CFDT de Levallois. Le nombre important des entreprises représentées montre que cette initiative correspondait à l'aspiration de nombreux travailleurs à une riposte d'ensemble contre la répression syndicale et les atteintes au droit de grève.

Un camarade postier l'expliquait : « Dans les PTT, la lutte contre la répression est à l'ordre du jour avec les avertissements et mutations qui tombent après chaque action revendicative ; et surtout, il y a la circulaire Chirac, dont on ne parle pas assez, mais qui vise à introduire ce qui existe déjà en Allemagne, l'interdiction aux fonctionnaires d'exprimer leur opinion politique.

Pour nous, postiers, organiser le soutien aux 23 de Bourgogne Electronique, c'est aussi faire progresser l'idée que pour mener nos luttes à la victoire, il faut s'en donner les moyens, il faut faire comme les « Bourgogne Electronique », occuper, dépasser la légalité des patrons. Cette idée, les travailleurs de Bourgogne Electronique s'y étaient préparés depuis l'échec de leur grève de 73. Pour nous aussi, c'est dès maintenant qu'il faut en parler.

Pour préparer cette réunion, il a fallu surmonter quelques obstacles : il y a les syndicats, les UL, pourquoi créer quelque chose à côté ? La motion votée, à l'unanimité répond à cette question : il s'agit d'amener les organisations syndicales et les sections d'entreprise à jouer leur rôle pour briser l'isolement de nos luttes !

A la Thomson CSF Levallois, la section syndicale CFDT n'a organisé aucun soutien conséquent pendant la grève. Et la motion de l'intertrust CFDT Thomson montre que le soutien n'est assumé qu'à moitié, dans la mesure où aucune mesure pratique n'est indiquée pour la défense des camarades. Quant à la Confédération CGT, on sait quel soutien elle a organisé pour les syndicalistes emprisonnés en décembre 75 et quelle attitude a été prise à Dijon !

### MENER LA LUTTE SUR LE SOUTIEN A B.E. DANS NOS SYNDICATS, C'EST POSSIBLE !

A la Thomson CSF, à LTT (Conflans Ste Honorine), des panneaux sur la lutte pour la réintégration des 23, ont été apposés sur les panneaux syndicaux CFDT, des motions communes CGT-CFDT sont en préparation.

D'autre part, la structure du comité de soutien permet d'élargir la lutte à des non-syndiqués. Par exemple, les étudiants de Clignancourt en grève, présents à la réunion, et qui proposeront à la prochaine coordination nationale étudiante à Besançon une motion !

### UNIR LES LUTTES AUTOUR DES 23 DE B.E.

Pourquoi se centrer sur un seul fait de répression, nous ont demandé certains camarades ? Pourquoi les 23 de B.E., alors qu'il y a également les délégués de Paris-Rhône (Lyon), des Câbles de Lyon (Clichy)... ? L'appel des travailleurs de B.E., qui mentionne ces faits de répression, montre bien le but du soutien : non pas isoler, mais unir ! De nombreux travailleurs ressentent aujourd'hui la nécessité de lutter contre la répression, mais il faut des perspectives claires, des objectifs précis, pour réaliser l'unité. Le soutien aux 23 de B.E. doit s'étendre au soutien à toutes les luttes contre la répression syndicale.

Il existe un comité de soutien aux Câbles de Lyon, des camarades présents à la réunion du 12 mai y participent déjà ; bien entendu, le comité de soutien à B.E. n'est pas une structure concurrente, il s'agit du contraire de rechercher toutes les actions qui concourent à l'unité. Les camarades de la section CGT des Câbles nous ont d'ailleurs affirmé avant la réunion, leur soutien à l'initiative prise.

Aujourd'hui, il s'agit, en même temps que se réalisent les tâches que s'est fixé le comité : popularisation, soutien financier, appels aux organisations syndicales, d'élargir le soutien. Des perspectives existent dans de nombreuses entreprises, (comme à Bendix-Drancy), dans les hôpitaux, aux AGP... et au niveau des groupes femmes.

Avec les travailleurs de B.E., nous vaincrons !  
Thomson doit céder. Pas un seul licencié !  
Correspondant Paris (Banlieue Nord)

## APPEL AU SOUTIEN DES TRAVAILLEURS LICENCIÉS DE BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE

Après 5 semaines de grève exemplaire du 15 mars au 16 avril, pour le refus des nouvelles classifications, pour obtenir des augmentations de salaires, pour le retour aux 40 H sans perte de salaire, la baisse des cadences et la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, occupant massivement leur usine du début à la fin, en particulier les femmes et cela malgré le travail à la maison et le soin des enfants, les ouvriers et ouvrières de B.E. ont imposé au trust Thomson qui ne voulait rien céder, la satisfaction d'une partie des revendications environ 250 F d'augmentation dans l'année.

Aujourd'hui dépitée par son échec et voulant surtout réprimer toute la capacité d'initiative mise en œuvre dans la grève par les ouvriers et ouvrières (l'occupation permanente, redémarrage de la cantine, blocage du Mistral, etc...) la direction de Thomson au plus haut niveau et la chambre patronale de Dijon ont décidé de faire un exemple.

23 syndicalistes sont licenciés avec le motif : «faute lourde» afin qu'ils ne puissent toucher ni chômage, ni préavis, ni congés payés, avec l'assurance en plus de ne pas retrouver du travail sur Dijon.

Parmi eux, la plupart de la section syndicale CFDT : les 6 délégués élus et 12 militants particulièrement actifs. 2 délégués CGT et 3 militants. Parmi eux, 4 mères célibataires et un couple dont le mari et la femme travaillent à l'usine.

Le but est clair : - étouffer toute lutte qui voit l'initiative des travailleurs largement s'exprimer, car en germe dans cette initiative, c'est toute la politique de crise du patronat qui est remise en cause ;

- faire des atteintes au droit de grève à B.E. en supprimant les libertés syndicales.

Les travailleurs de B.E. sont conscients que la répression qu'ils subissent n'est pas un fait isolé mais la politique d'ensemble de

la bourgeoisie contre les travailleurs en lutte : licenciement du délégué syndical CGT aux Câbles de Lyon à Clichy, licenciements de délégués et de grévistes à Paris-Rhône Lyon, licenciement de la section syndicale CFDT et de tous les éléments actifs à Hoover-Dijon sous couvert de licenciements économiques, expulsions de travailleurs en grève de loyer des foyers Sonacotra, etc...

Aussi les ouvriers et ouvrières de B.E., licenciés et non licenciés sont décidés à lutter le temps qu'il faudra pour imposer la réintégration des 23. Ils appellent :

- Les travailleurs des autres usines en lutte contre la répression
- Les travailleurs de

Thomson eux aussi réprimés à Esswein par les CRS, à Vélizy, à Brandt, à Chauny, à Levallois, etc...

• Les personnalités progressistes attachées aux libertés démocratiques, etc...

à constituer des comités de soutien pour la réintégration des 23 et la défense des libertés syndicales et du droit de grève.

Comités, qui sous la direction des travailleurs de B.E., pourront populariser la lutte, soutenir toutes les initiatives qui seront prises par les B.E., soutenir financièrement afin d'assurer la subsistance des 23 jusqu'à leur réintégration.

Les travailleurs licenciés de B.E.

### FAITES CIRCULER CET APPEL

### Pour tout contact :

Syndicat CFDT «Bourgogne-Electronique»  
(pour les licenciés)  
UD-CFDT Côte d'Or, Maison des Sociétés,  
7 rue du Docteur Chaussier 21 000 Dijon

## Communiqué du Comité de Soutien aux travailleurs de Bourgogne-Electronique (Paris - Banlieue Nord)

Camarades !

Des travailleurs syndiqués CGT et CFDT et non syndiqués de : Chaousson (CGT), de Comptoir Lyon Allemand à Noisy-le-Sec (CFDT) du Centre de tri PTT de la Plaine St Denis (CFDT), du Centre de tri de Gennevilliers (CFDT), du centre de Distribution PTT de Stains (CGT), de Thomson CSF (CFDT) Levallois, de PCUK Levallois (CGT-CFDT), des étudiants en grève de la Fac de Clignancourt et étudiants en médecine, professeurs CET (CGT), de l'hôpital franco-musulman de Bobigny (CFDT), de LTT Conflans Ste Honorine (CGT et CFDT) se sont réunis à l'UL-CFDT de Levallois et ont pris connaissance de la répression exercée par la direction de la Thomson sur 23 travailleurs de Bourgogne Electronique à Dijon après la lutte exemplaire qu'ils ont menée pendant 5 semaines.

Ces travailleurs estiment que cette répression s'inscrit dans le processus entamé par le patronat et le gouvernement de Giscard-Ponja qui matraque les étudiants, tue les paysans, développe une campagne sur la sécurité des Français visant à justifier le renforcement de la répression et réprimer nos luttes

(Câbles de Lyon, Clichy, etc...).

Ils sont conscients que soutenir actuellement les 23 travailleurs de Bourgogne Electronique et développer la

popularisation de leur lutte pour la réintégration, va dans le sens de permettre un développement des luttes qui, actuellement, rencontrent de plus en plus l'obsta-

cle de la politique de répression de la bourgeoisie.

Ils appellent les organisations syndicales (fédérations, confédérations...) et les sections syndicales d'entreprise à réagir contre cette volonté de briser nos luttes.

Ils affirment aux travailleurs de Bourgogne Electronique leur volonté de soutenir leur lutte et se constituent dès maintenant en Comité de Soutien à l'appel des travailleurs de Bourgogne Electronique sous le contrôle des travailleurs de B.E. et diffusent à l'appel à créer des comités de soutien à la manifestation syndicale le 13 mai à Paris.

Pour tout contact écrire à :  
Guy PRAXELLE  
2, Allée de l'île Marante  
92 700 COLOMBES



### LE SOUTIEN AUX 23 DE BOURGOGNE ELECTRONIQUE S'ORGANISE A LA SESCOSEM (GRENOBLE)

Pour répondre à des informations mensongères de la direction, prétendant que le travail avait repris le 20 avril à B.E. sans qu'un protocole ait été signé, la section CFDT a diffusé un tract pour rappeler les revendications

obtenues par les travailleurs de B.E., dénoncer la répression en faisant le lien avec celle qui s'exerce à la SESCOSEM, populariser la riposte engagée par les 23 et appeler au soutien.

D'autre part, la section a envoyé deux télégrammes à Dijon. L'un de soutien aux 23 et l'autre à la CGT condamnant l'attitude de certains de ses membres à B.E.. Ces télégrammes ont été affichés dans les panneaux syndicaux.

# INFORMATIONS GENERALES

## ACCIDENTS DU TRAVAIL

### PLUS PERSONNE N'EST RESPONSABLE !!!

«Un chef d'entreprise, un chef de chantier, voire un chef d'équipe, ne peut pas tout savoir, tout voir, tout vérifier. C'est pourquoi le projet de loi prévoit que le juge pénal pourra condamner une personne morale, l'entreprise». C'est par cette tartufferie que Durafour, ministre du travail, tente de justifier une «réforme de l'entreprise» qui améliorerait la «prévention des accidents du travail» !

Jusqu'à présent, le droit français considérait que le patron était responsable des accidents qui survenaient dans son entreprise. C'est en s'appuyant là-dessus que certains juges ont pu inculper des patrons assassins. Ils répondaient ainsi à ce qui est une évidence pour les travailleurs : que c'est la soif de profit des patrons qui est cause de ces accidents qui tuent à chaque heure. Et l'on voit les patrons, qui poussaient des hauts cris chaque fois que leur autorité était mise en cause, (au cours de la discussion de la réforme Sudreau).

On voit soudain ces beaux messieurs être beaucoup mois sourcilieux en ce qui concerne les conditions de travail et de sécurité dans les usines qu'ils dirigent ! Tout d'un coup, «ils ne peuvent pas tout savoir» ! Sous prétexte de «réalisme», et d'«équité», la «réforme» de Dura-

four va permettre aux patrons de ne plus être inquiétés lorsqu'il y aura mort d'homme, ou mutilation pour la vie, dans leur bague. Le responsable, ce sera une «personne morale», l'entreprise !

Cet aspect de la réforme de l'entreprise illustre les propos de Giscard selon lesquels cette réforme est nécessaire à la poursuite de la «reprise». En effet, la reprise actuelle, c'est une augmentation de la production sans embauche ni équipements nouveaux. C'est à dire, pour les ouvriers, une dégradation des conditions de sécurité. Patrons, allez-y sans vergogne : la reprise justifie tout ! Voilà ce que signifient les propos de Durafour. Les Gingembre et Compagnie, animateurs d'une campagne contre le «racisme anti-patrons», pourront être satisfaits !

P.G.

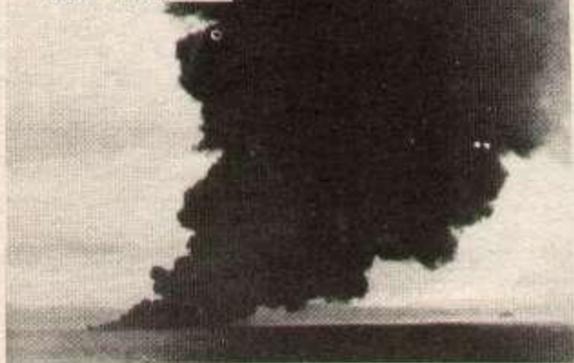
## LES MUNICIPALES AU MENU A L'ELYSÉE

Avant de recevoir les joueurs stéphanois, Giscard a diné avec les dirigeants des partis de la coalition gouvernementale. Entre deux plats, on a discuté des perspectives électorales pour les prochaines municipales. Elles ne sont guère brillantes pour les partis au pouvoir, Chirac avait été préposé à la coordination des trois formations de la majorité parlementaire pour tenter de leur ouvrir la voie du succès. Sans doute, cette mesure n'a-t-elle pas satisfait tous les groupes, pour que Giscard ait jugé nécessaire de superviser la préparation des municipales lui-même. En sortant, est-ce l'effet euphorisant des boissons servies, Guéna déclarait qu'il avait un moral de vainqueur. On en reparlera.

## LE PS A LA COTE

D'après un sondage de l'IFOP publié dans France Soir 41% des Français souhaiteraient la victoire de la «gauche» aux prochaines élections et 47% pensent que dans un tel cas les socialistes domineraient rapidement le gouvernement. Ceci semble donc confirmer la poussée électorale du PS qui n'a contre lui, que 35% d'opposants résolus. Mais en même temps, ce sondage montre que l'union de la gauche ne provoque pas l'enthousiasme puisqu'il y a autant de Français à se déclarer satisfaits par l'éventualité de l'arrivée de la gauche au pouvoir que de mécontents : 37%.

## LA CORUNA : UN PÉTROLIER EXPLOSE



Un grand pétrolier s'est échoué et s'est brisé en deux, à proximité de la Coruna, en Espagne ; le pétrolier a explosé, 20 000 tonnes de pétrole se sont déjà répandues, on a fait évacuer la rade de la Coruna, de peur que les autres bateaux ne prennent feu. La fumée s'est répandue dans un rayon d'une centaine de kilomètres, et une pluie huileuse tombait sur les habitants de la région. On s'attend à ce que cette marée noire soit aussi grave que celle du Torrey Canon dans la Manche. Et encore, il ne s'agit pas d'un pétrolier géant : qu'est-ce que ça serait !

## APRES LA FIEVRE VERTE ...

France Inter, 13 heures : «100.000 personnes sur les Champs-Élysées font une ovation aux verts de retour de Glasgow» ! Rien moins que cela, de la part d'une radio empressée de diminuer chaque fois le chiffre des manifestations ouvrières au point même de les ignorer. Mais même s'il est considérablement exagéré, pour ne pas dire décuplé, même si le public était surtout composé de très jeunes, et souvent de personnes «ayant les moyens», la réception sur les Champs-Élysées est un nouvel épisode de cette fièvre verte, qui tout en retombant progressivement depuis l'échec de St Etienne, déborde largement le cadre sportif.

Le rôle des médias a été évident dans cette poussée de fièvre, mais le phénomène ne saurait se réduire à cela. Certes, dès le lendemain du match d'Eindhoven en demi-finale, la mise en condition par la presse écrite, parlée et télévisée s'est mise en

blessés, on entendit de plus en plus parler du destin qui s'acharnait contre l'héroïque équipe de Saint Etienne.

Difficile dans ces conditions de ne pas se sentir du côté des «victimes». Allaient-ils malgré leurs blessures, vaincre le redoutable Bayern?



branle. A petite dose pour commencer, chaque jour, en quelques secondes, on nous parlait de la finale de St Etienne, de tel ou tel des verts. Puis, la rumeur s'est enflée insensiblement. Le lendemain du match contre Nîmes au cours duquel Synaeghel et Farizon furent

Deux jours avant le match, l'artillerie lourde se mit en action, à chaque bulletin d'information, on était mis au courant des dernières péripéties des verts, le suspense était ménagé. Les journaux nous parlaient de ces joueurs qui faisaient presque partie de la famille. Rarement cam-

pagne d'intoxication ne fut aussi rudement menée.

Mais le rôle des médias n'explique pas tout dans cet engouement pour St Etienne. Il y a près de vingt ans qu'une équipe de football française n'a pas joué en finale de la coupe d'Europe, les résultats d'ensemble du sport français sont des plus médiocres, tout cela rehausse la performance des joueurs stéphanois. Il s'agit également de football, le sport le plus pratiqué et le plus populaire en France. La campagne d'enlèvement s'est développée sur ces bases favorables et également sur le désir que nous avons presque tous de pouvoir comme les joueurs taper dans un ballon, courir sur une

temps et les moyens de jouer. C'est sur cette aspiration contrariée au sport que s'appuie la bourgeoisie pour développer de telles campagnes.

Parce que dans l'unanimité, assez artificielle, construite par les médias autour des «verts», on est bien obligé de reconnaître des procédés proprement bourgeois de manipulation des masses. Les Jeux Olympiques de 1936 à Berlin, où l'utilisation du sport aujourd'hui en URSS ou RDA, nouveaux pays capitalistes, sont là pour rappeler que la bourgeoisie est parfaitement capable d'utiliser l'engouement populaire pour tel ou tel sport à des fins moins sportives, d'embrigadement et de chauvinisme. Les mobilisations où en fin de compte il n'est exigé des travailleurs qu'un rôle de spectateur, un rôle passif, peuvent assez aisément être transformées pour d'autres buts. Le rapport du spectateur au spectacle sportif est d'ailleurs radicalement différent dans un pays capitaliste et dans un pays socialiste où le résultat n'est pas la finalité des matchs, et où joue le principe énoncé par les sportifs chinois «amitié d'abord, compétition ensuite» !

Il est significatif tout de même, que dans une situation de crise comme celle qui existe en France, le gouvernement et le président de la république se soient engagés personnellement aux côtés des verts (en les soutenant, en les recevant...) alors que par ailleurs, ils se sont avérés incapables de réaliser le moindre consensus populaire. Espérance bien vaine pourtant de différer par de tels procédés les véritables échéances.

## en bref...

● NOUVELLES HAUSSES DE CARBURANT : Dimanche 16, entre en vigueur une augmentation du prix du carburant : 6 centimes sur l'essence, 1 centime sur le fuel.

● LE COMITÉ RÉGIONAL D'ACTION VITICOLE DU MIDI A DÉCIDÉ DE REPRENDRE LES «CONTRÔLES» DE VINS ÉTRANGERS : «Nous avons joué le jeu pendant deux mois, mais nous devons constater que les cours du vin n'ont pas progressé malgré l'accord commerce-production et malgré la création de l'Office du vin. Les importations de vins italiens atteignent des niveaux de plus en plus importants et à quelques mois des vendanges, les caves des vignes méridionales sont pleines», a déclaré Michel Romain.

## DEUX ÉQUIPES AU STYLE DIFFÉRENT

D'une part le Bayern, une équipe qui joue pour gagner, peu importe la manière, et de l'autre St-Étienne, une équipe bien huilée qui sait faire preuve d'audace et de fantaisie. La rencontre entre ces deux équipes n'a pas donné lieu à un match d'une grande intensité. Un football très physique, heurté par moment. Si St-Étienne a dominé une bonne partie du match, elle n'a pas su conclure, souvent par excès de précipitation, les attaquants stéphanois se retrouvant seulement à deux ou trois face à la solide défense du Bayern. C'est là que l'absence de Rocheteau s'est fait sentir car il aurait pu apporter ce petit rien qui fait basculer un match ; son absence a montré qu'il était l'arbre qui cachait la forêt. Si St-Étienne construit au milieu du terrain, par contre, à l'approche des buts, on fait plus confiance à des exploits personnels ; c'est là toutes les limites du football

## LE BÉTISIER

### FRANCE-INTER :

- St Etienne : «Les vrais et seuls vainqueurs de la coupe 76»
- «Les journaux allemands sont en grève ; s'ils étaient parus, ils auraient regretté la défaite française».
- La meilleure : «Si les poteaux n'étaient pas carrés, on aurait marqué deux buts».

### L'HUMANITÉ :

- «Le gardien bavarois avait la «baraka» et les supporters stéphanois furent en droit de crier «ils sont cocus !»
- «Le gardien des «Verts» avait eu un réflexe extraordinaire, alors que celui du Bayern avait bénéficié d'une chance inouïe».
- «Il vous fallait être installé devant votre télé, si vous ne vouliez pas voir le vermillon de la honte vous monter au front».

## PONIATOWSKI RECRUTE DES MILITANTS SPORTIFS

La fièvre verte a contaminé les républicains indépendants. Poniatowski a décidé de constituer une commission sportive, présidée par Jacques Anquetil. Parmi les autres membres de cette commission, figurent Bouttier (boxe), Rives et Maso (Rugby), Fontaine (Football), Goitschel et Famose (ski), Caron et Isabelle Poniatowski (natation), avec Drut et Bobet de l'UDR.

Quant au P.C.F., soyons certains qu'il ne sera pas longtemps en reste, puisqu'il a adopté le point vert !

joué par St-Étienne, prisonnier des règles du football moderne où la rigueur défensive se fait au détriment d'un football offensif. En face, le Bayern a su faire face au pressing et briser le flux des stéphanois et réussir cet unique but qui lui a donné sa troisième Cou-

pe d'Europe. La victoire du Bayern, c'est celle d'une équipe où tout est calculé (tel le coup franc qui a amené le but) et seule une équipe pratiquant l'attaque de façon réfléchie aurait pu mettre fin au règne du Bayern.

Alain DESAVE

# INTERNATIONAL

## Palestine : vers la mobilisation du 15 mai

# UN SEUL PEUPLE, UNE SEULE TERRE

Le 15 mai est la «Journée de la lutte palestinienne», jour de grève générale et de soulèvement en Palestine, décidée par le FATH, principale organisation palestinienne. C'est une fois de plus, après la «journée de la terre» du 30 mars, la preuve que des liens étroits unissent le peuple palestinien, qu'il soit en Palestine ou à l'extérieur.

Dans le programme politique de l'OLP, il y a tout un passage relatif à l'organisation des masses, vivant sous l'occupation : «Continuer à organiser les masses palestiniennes à l'intérieur comme à l'extérieur pour entamer une guerre de libération populaire...» et plus loin «consolider des liens avec notre peuple aussi bien dans la Palestine occupée en 1948 qu'en Cisjordanie et à Gaza».

Après des années de travail d'organisation clandestine, on voit actuellement les fruits de cette mobilisation : les masses palestiniennes à l'intérieur affirment de plus en plus leur soutien à l'OLP, brandissent les drapeaux palestiniens et se mobilisent à l'appel de l'OLP, et de Fath plus particulièrement.

### UNE SEULE PALESTINE

A Akka, sur la côte, un étudiant palestinien est fait prisonnier pour avoir distribué un tract parmi les étudiants appelant à une grève pour soutenir le soulèvement en Cisjordanie. C'est un des rôles les plus importants que la

Révolution Palestinienne joue à l'intérieur : elle crée une unité de lutte entre les Palestiniens vivant dans les terres occupées en 1948 et celles occupées en 1967. A plusieurs reprises déjà, cette unité de lutte est apparue, surtout pendant la «journée de la terre» où la Cisjordanie en entier a manifesté avec les habitants de Galilée, ainsi que Gaza.

Cette unité dans la lutte dépasse largement le programme du FDLP et de tous les révisionnistes ara-

bes. Pour eux, les masses vivant en Cisjordanie et à Gaza veulent se libérer maintenant et dans une étape prochaine, selon certains, ce sera le tour du reste de la Palestine. Pour eux, les masses vivant dans les terres occupées en 1948 doivent lutter actuellement pour garder leur identité nationale seulement. C'est ce qui est expliqué clairement dans le programme du FDLP de 1975. Les masses palestiniennes ont largement dépassé ce programme : des opérations militaires sont menées au cœur même des terres occupées en 48 et, chaque jour, plusieurs arrestations se produisent pour appartenance à Fath ou plus généralement à la Révolution Palestinienne et pour avoir lutté par les armes contre l'occupant,

que ce soit à Haïfa, à Al-Khalil ou à Gaza.

La préparation du 15 mai montre aussi l'unité de lutte et la mobilisation palestinienne à l'intérieur. Des tracts ont été distribués dans tous les endroits où il y a une concentration de Palestiniens. Les organisations de masses palestiniennes prennent en main activement la préparation de la journée.

Le Fath demande au peuple palestinien d'utiliser toutes les formes et tous les moyens de lutte ce jour-là pour montrer leur refus à l'occupation. Les rapports qui parviennent à l'extérieur parlent d'un grand enthousiasme pour cette journée.



Prêt à affronter la répression sioniste...

## en bref... en bref...

### ● PALESTINE

A la conférence des pays islamiques d'Isambul, le premier ministre turc, Demirel, s'est opposé à «la discrimination raciale en Afrique, à l'invasion et à l'annexion par la force de territoires arabes au Moyen-Orient».

### ● ERYTHREE

On annonce que le gouvernement éthiopien, devant les défaites de ses troupes en Erythrée, tente de mobiliser des paysans à qui il promet des terres dans ce territoire. Les mouvements de libération érythréens ont dénoncé l'offensive qui se prépare comme une tentative de génocide contre leur peuple.

### ● IRAN

Deux compagnies américaines d'aviation, Northrop et General Dynamics, ont reconnu avoir engagé des négociations avec le gouvernement iranien pour des accords de troc : avions contre pétrole. On se souvient que le shah avait rencontré des difficultés pour remplir son programme de renforcement militaire, du fait de la baisse des enlèvements de pétrole par les compagnies du consortium

### ● NAMIBIE

Les envahisseurs racistes d'Afrique du Sud ont condamné à mort deux combattants de la libération.

### ● ISLANDE

Une canonnière islandaise a arraisonné un chalutier britannique qui pêchait à l'intérieur de la limite des zones de pêche nationales, fixées à 200 milles marins.

**Dimanche 16 mai à 14 H**  
l'association médicale franco-palestinienne organise une conférence-débat sur le thème :  
**Palestine : un peuple en lutte**

## Intervention du représentant de la République Populaire de Chine à la CNUCED

## LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE AVEC LE TIERS MONDE

Prenant la parole à son tour devant la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Tcheou Houa Min, chef de la délégation de la République Populaire de Chine a affirmé la totale participation de la République Populaire de Chine aux initiatives des pays du Tiers Monde, son soutien total à toutes leurs propositions pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. La Chine est un pays du Tiers Monde, c'est également un pays socialiste. C'est pourquoi elle dénonce avec vigueur les deux grandes puissances qui s'opposent au nouvel ordre économique mondial, et apporte son entier soutien à tout ce qui contribue à détruire la domination impérialiste, à tout ce qui contribue à la révolution.

«Il s'agit là d'une composante importante des luttes révolutionnaires des pays et des peuples du Tiers Monde» a déclaré le représentant chinois en parlant des revendications du Tiers Monde sur le commerce et le développement. «Il est juste d'exiger l'établissement d'un nouvel ordre fondé sur l'égalité et l'avantage réciproque» déclarait-il après avoir souligné que ces revendications revenaient à détruire le système ancien.

«Les obstacles à l'établissement d'un nouvel ordre économique international sont dressés principalement par les super-

puissances» devait-il déclarer avant de dénoncer les Etats-Unis qui «cherchent à conserver leurs privilèges» et l'URSS qui prétend «n'avoir aucune responsabilité dans l'état de pauvreté des pays en voie de développement» et affirme que les propositions du Tiers Monde ne «fournissent aucune perspective d'aboutir à un accord».

Tcheou Houa Min rappelle l'importance de la revendication de la création d'un fonds de financement des stocks de matières premières formulée par le Tiers Monde. Il dénonce les USA qui veu-

lent négocier cas par cas et l'URSS qui qualifie «le programme d'irréaliste et prétend que les problèmes seront résolus que quand des accords seront conclus avec elle et son pillage commercial et son système d'exploitation accepté».

«Sauvegarder l'indépendance nationale et développer l'économie nationale, voilà l'aspiration ardente et la demande pressante des pays et des peuples du Tiers Monde. Notre propre expérience apprend que pour développer l'économie nationale, il faut en premier lieu compter sur son peuple» déclara-t-il à l'adresse des pays du Tiers Monde aux-

quels se pose de façon cruciale le problème du développement.

La force des pays du Tiers Monde est dans leur unité, est une idée qui anime tout le discours du représentant chinois qui souligne «dans la lutte pour le développement de l'économie nationale, un renforcement du soutien mutuel et de la coopération économique est indispensable» avant de définir le point de vue de la Chine sur les questions concrètes en discussion, commerce, aide économique, transfert de technologie, réforme du système monétaire. Sur tous ces points, sa position est conforme aux positions

des autres pays du Tiers Monde.

En conclusion, le délégué chinois a déclaré : «Il ne faut pas oublier que l'établissement du nouvel ordre économique international est une lutte pro-

longée. Pourvu que nous, pays du Tiers Monde resserions nos rangs, rallions à nous toutes les forces qui peuvent être ralliées, soyons fidèles aux principes et persévérons dans la lutte, nous atteindrons nos objectifs».

## OPEP : solidarité du Tiers Monde

L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, réunie à Paris, a décidé de dégager quatre cents millions de dollars pour financer un fonds destiné à développer l'agriculture dans le Tiers Monde. L'Arabie Saoudite et l'Iran ayant, chacun de leur côté, rajouté cinquante millions de dollars pour cette entreprise, c'est au total cinq cents millions qui sont ainsi débloqués.

Cette aide a été décidée au moment même où se tient à Nairobi la quatrième session de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement. Elle est significative, dans cette circonstance, de la solidarité qui unit les uns aux autres les pays du Tiers Monde : on se souvient que les impérialismes occidentaux avaient tenté de diviser entre eux les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, en prétendant instituer une distinction entre ceux qui étaient riches en matières premières et les autres. La décision des pays producteurs de pétrole est une réponse directe à cette tentative.

Autre fait significatif, le fonds auquel ces sommes sont destinées, sera géré dans le cadre des Nations Unies aux deux tiers par des pays du Tiers Monde.



# INTERNATIONAL SAHARA

## 3 ans après la création du F. POLISARIO DES CONGRÈS POPULAIRES PARTOUT

« Nous nous trouvons entre deux dates importantes de l'histoire du peuple sahraoui, le 10 mai et le 20 mai » déclarait au cours d'une réunion de presse un responsable du Front POLISARIO. Le 10 mai 1973 est la création du Front, le 20 mai 1973 la première opération armée. Aujourd'hui, des congrès populaires se tiennent dans tous les camps et dans les régions libérées, par lesquels le peuple sahraoui renouvelle ses structures politiques. « Qu'ils se tiennent précisément à cette date là est une coïncidence, c'est également une célébration éclatante d'un événement qui marque l'histoire du peuple sahraoui ».

Au niveau de chaque camp, de chaque région, des assemblées sont convoquées. Chaque problème est examiné, discuté, pendant une période variable selon les camps et les désirs des participants. Les cadres, les responsables à tous les niveaux voient également leur activité critiquée et examinée. A l'issue des débats, chaque groupe de tentes élit ses responsables et les délégués qui le représenteront à l'assemblée du camp ou de la région. Les délégués de tous les camps et de toutes les régions se réuniront au terme de ce grand débat, en un congrès général.

« Ces congrès se tiennent en pleine lutte de résistance, ces congrès doivent encore renforcer la lutte, mais c'est aussi une grande expérience de démocratie qui doit permettre au peuple sahraoui de se reconnaître dans toutes les

instances. Nous avons l'espoir que nous pourrions mettre en place une forme intéressante de démocratie ».

### LE BILAN DE TROIS ANNÉES DÉCISIVES

Les congrès populaires

doivent parachever l'unité nationale que le F. POLISARIO a cimentée au cours de la lutte. « Les aspirations à l'indépendance et la liberté ne suffisaient pas, il fallait convaincre les masses que c'était possible, malgré la disproportion, malgré les conditions naturelles difficiles ». C'est dans cette tâche que le F. POLISARIO a particulièrement réussi. En mai 75, deux ans après sa fondation, le Front organise des manifestations qui mobilisent des villes entières pour la visite de la délégation de l'ONU, même les chefs traditionnels n'osaient plus se manifester.

est la réussite militaire : le peuple sahraoui a inventé la guérilla du désert à laquelle personne ne croyait. Il l'a fait parce qu'il connaissait son désert, mais surtout parce qu'il y avait une recherche, une volonté, une direction politico-militaire qui se sont révélées justes ».

C'est ce bilan qui sera au cœur des débats dans les camps, partout où sont les Sahraouis. Mais il y aura surtout les problèmes de l'organisation de la lutte, des moyens pour parvenir à dépasser l'étape actuelle, pour aller jusqu'à la victoire.

« Mais une autre réussite

G. GARRAT



### La situation militaire

« Il y a chaque semaine plusieurs engagements et au moins un où les pertes ennemis se comptent par dizaines de morts et de blessés ».

« Nous sommes parvenus à mettre en échec l'invasion. Mais les armes qui ont permis de mener la lutte à son niveau actuel sont insuffisantes pour battre les agresseurs. Contre les avions nous n'avons pas eu suffisamment de moyens, de même contre les chars. La République Sahraouie a le droit de recevoir des armes et nous en demandons à ceux qui nous soutiennent. A l'inverse, il devrait y avoir un embargo sur les armes à destination du Maroc et de la Mauritanie ».

A long terme, il en sera pour le royaume du Maroc et la Mauritanie comme pour tous les conquérants. Il nous est impossible de battre une armée classique par les moyens de la guerre classique. Mais la guerre coûte cher au Maroc, plus cher qu'à la résistance. Chaque jour des millions de dollars sont dépensés, le coût humain est important. Ils peuvent tenir un moment, et un jour le coût devient intenable : ils doivent se retirer, ils sont battus ou il y a des changements internes. S'il continue, c'est ce qui arrivera à Hassan ».

# LUTTES OUVRIERES

## 22<sup>e</sup> JOUR DE GRÈVE CHEZ MONIN ORDURE SERVICE

Hier, les chargeurs de Monin participaient à la journée d'action CGT-CFDT. Pour eux, cette journée était l'occasion de populariser leur lutte, puisqu'ils n'avaient pas participé eux-mêmes di-

• « LEON GROSSE » (Lyon) EN LUTTE : Depuis mardi, les travailleurs des chantiers des « postes de l'ouest » de l'entreprise de bâtiment Léon Grosse sont en grève. A l'origine du conflit, des heures supplémentaires effectuées en mars et avril mais non réglées par la direction. Les ouvriers ont également déposé un cahier de revendications portant sur les salaires et sur les classifications. Le mouvement se poursuit

rectement aux rassemblements des jours derniers devant le camp militaire de Sathonay. La raison est simple : les travailleurs de Monin sont essentiellement des travailleurs immigrés et il y a de grands risques de répression. Par la manifestation d'hier, ils ont pu développer le soutien à leur lutte, par la distribution d'un tract faisant connaître leur lutte. Une affiche CFDT allant dans ce sens a été tirée.

L'armée n'a pas pu saboter la grève : les appels sabotent la plupart du temps le ramassage des ordures. Trois camions réquisitionnés sont déjà tombés en panne et les tournées ne sont jamais terminées. Hier encore, les chauffeurs de Monin ont refusé de conduire les

camions malgré les pressions de la direction, des flics et de l'armée. Ce qui explique la combativité des chargeurs, c'est l'exploitation forcée qu'ils subissent, exploitation que la direction veut accroître. Ainsi, un travailleur nous dira : « Si on supprime un gars derrière les camions, c'est comme si on faisait 20 H de suite. Jamais on ne tiendra le coup et à 30 ans, on sera mort », dit un jeune dernièrement embauché.

### CONTRE LES MANOEUVRES PATRONALES, INTENSIFIONS LA LUTTE

Pour imposer cette exploitation, le patron tente de diviser Français et immigrés. A l'embauche, un

jeune Français s'est entendu dire : « Il ne faut pas écouter les délégués, il ne faut pas écouter les Arabes vous n'aurez que des ennuis ». De plus, le patron paye mieux les Français qui font le même travail que les autres. Ce qu'il aimerait, c'est avoir les Français de son côté, et qu'il y ait des rivalités entre eux et les immigrés. Durant la grève, il a usé de toutes les provocations mais sans succès. En 74, il y avait quatre chargeurs par camion et la direction veut en mettre trois.

Contre tout cela, aujourd'hui, la lutte se renforce et le soutien est plus que nécessaire. C'est dans ce sens-là que les chargeurs s'orientent. Monin cédera !

Corr. Lyon

## USA-URSS

### SUITE DE LA UNE

Cet accord est le seul point sur lequel les grandes négociations de la détente aient avancé depuis plusieurs mois : celles sur la limitation des armements stratégiques et sur la réduction des forces en Europe sont dans l'impasse. Pour l'URSS, la signature de cet accord, même au prix de concessions de portée limitée, permettait la poursuite, malgré tout de la politique de détente.

Aussi le report de la signature de cet accord, indique-t-il à quel point la politique de détente est battue en brèche aux Etats-Unis : Ford n'ose même pas se targuer des concessions soviétiques sur des points avancés par insistance par les USA, pendant des mois et des mois, comme d'un succès de sa politique.

### • ITALIE

Le pape se plaint : « La contestation est devenue habitude, l'infidélité quasi affirmation de la liberté ». Ces lamentations lui sont inspirées par la présence de nombreux catholiques sur les listes du P.C.I. Le « père spirituel » de l'Eglise, avec toute sa cohorte d'évêques participe ainsi à la campagne électorale de son parti, le parti le plus corrompu d'Italie. La vertu chrétienne a de ces exigences !

### • ALGERIE

L'enseignement privé payant a été supprimé à partir de la prochaine rentrée scolaire. Les biens de ces établissements deviennent propriété de l'Etat. Cette décision est fondée sur la nécessaire « égalité des conditions d'accès à l'enseignement », déclare le ministre des enseignements, qui explique qu'il a pour objectif de « former une personnalité authentiquement nationale ».

### • ALLEMAGNE DE L'OUEST

Le tribunal administratif de Cassel a examiné la plainte de Mme Gingold qui s'est vu refuser un poste dans la fonction publique en application de la loi sur la fonction publique de 1972 qui interdit la fonction publique à tous ceux qui ne sont pas « fidèles à la constitution ».

### • ESPAGNE

Les contradictions s'aiguisent au sein même du régime fasciste, sous la poussée des luttes de masse. Cent vingt-six membres des « cortès » (espèce de parlement, si l'on peut dire), s'opposent à la prétendue « libéralisation » du gouvernement. Ils voudraient que les choses restent entièrement en l'état, y compris au niveau des apparences.

## Meeting avec des représentants du F. Polisario

A l'occasion de l'anniversaire du déclenchement de la lutte armée au SAHARA OCCIDENTAL (20 mai 1973), l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique vous invite à participer au meeting d'information et de solidarité avec le peuple Sahraoui qui aura lieu à la

MUTUALITE (Métro Maubert-Mutualité)

LE LUNDI 17 MARS à 20 h 30

Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique BP 236 - 75 264 PARIS CEDEX 06

## en bref... en bref...

### • FINLANDE :

Le refus du parti révisionniste de voter l'augmentation des impôts indirects a fait tomber le gouvernement. Le pays était dirigé par une coalition dont le parti « communiste » finlandais était membre.

### • GRANDE-BRETAGNE

Le nouveau premier ministre « socialiste », Callaghan, a refusé l'augmentation des dépenses sociales de l'Etat, réclamée par « l'aile gauche » du parti. La division du travail continue, entre une fraction du parti chargée de préserver son visage de gauche, et l'autre qui assume la gestion des affaires pour le compte de la bourgeoisie.

### • URSS

Treize hauts-fonctionnaires soviétiques ont dépensé deux cent cinquante millions anciens pour faire construire une villa sur les bords de la Volga, où ils pouvaient à l'aise se saouler et faire venir des prostituées. L'argent était, paraît-il, destiné aux étudiants « volontaires pour la construction d'une usine de tracteurs » !

### • ASIE

L'Inde et le Pakistan ont repris après une interruption d'un an leurs conversations en vue d'une normalisation des relations.

# LIP une journée de mobilisation A LA CONQUETE DE LA SOLIDARITE POPULAIRE

*De bon matin, on met les moteurs en route, devant l'usine de Palente. L'«Estafette» de l'usine transporte les vitrines d'exposition des montres et les panneaux. Une dizaine de voitures suivent. En route pour Villers-le-Lac, Morteau et ailleurs. Tout le monde est invité à faire partie de l'«expédition», du moment qu'il s'agit de manifester sa solidarité. Josiane, secrétaire chez Lip, nous emmène.*

— En 73, dit-elle, on a gagné. Aujourd'hui, on se retrouve au même point. Il faut un changement radical, une sorte de révolution. L'union de la gauche, ça ne pourra pas changer grand chose, parce qu'on ne pourra pas changer de société par une suite d'évolutions.

— Le Quotidien du Peuple : Est-ce que vous parlez de ces questions collectivement, puisque ça se pose du fait que la victoire de 73 est remise en cause ?

— Non, c'est vrai. Ces discussions ne sont pas prises en charge dans la lutte.

— QdP : Est-ce que, pour autant les partis «d'opposition», les directions syndicales ne font pas de propagande politique ? Par exemple, vouloir montrer à la population que «Lip est viable», qu'il faut «défendre l'horlogerie française bradée par le gouvernement et les monopoles» ?

— Oui, c'est politique ! A Marseille, un ouvrier m'a dit qu'il n'était pas d'accord avec nos badges «Lip vivra avec l'horlogerie française». Mais si on dit que Lip n'est pas viable,

qualité, que vous trouvez un certain intérêt à les fabriquer dans la mesure où vous avez acquis une certaine connaissance technique. Mais dans la société capitaliste, les patrons jugent la viabilité d'une entreprise selon les profits qu'ils peuvent en tirer et non pas en fonction des besoins à satisfaire et de l'exigence d'un travail qualifié pour les travailleurs. Alors, mener la lutte des classes pour imposer l'emploi ou bien chercher un terrain d'entente avec les patrons ?

— Un dessinateur : «On ne peut pas dénoncer le capitalisme, parce qu'on ne va trouver un seul patron pour nous reprendre. Lutter ? Mais l'ouvrier, une fois qu'il a sa bagnole et sa télé, il se fiche du reste. On n'aura pas le soutien des autres. Je veux bien lancer un pavé sur la préfecture, mais personne ne me suivra. Ce qu'il faut, c'est ruser avec les patrons.

Un tel mépris de la classe ouvrière fait sursauter les ouvrières qui condamnent ce point de vue défaitiste :

— Il a dit que les ouvriers ne nous soutiendront pas ? Eh bien, qu'est-ce qu'il faut ici alors ?

— QdP : Qu'est-ce qu'un

loger du Haut-Doubs ! On va voir ce qu'il raconte aux «Lip»... Des ouvriers lui demandent :

— Est-ce que vous êtes prêt à nous embaucher ? N'est-ce pas malheureux de nous mettre au chômage, alors que Lip est viable ?

— Le patron : bien sûr, c'est malheureux. Mais ne venez pas ici. Il y a assez de chômeurs dans la région. Restez dans votre usine. Tenez, si vous vendez des montres et que j'ai un cadeau à faire, je vous achèterai une «Lip». Je ne peux pas mieux faire. (!)

Un ouvrier du village intervient :

— «Bien sûr qu'il vous embauche. Même qu'il vous donnera 6 F de l'heure comme pour rien !

Éclat de rire général. Mais certains continuent à discuter, pendant que d'autres s'éloignent :

— C'est un patron. On ne va pas convaincre un patron quand même ? C'est pas possible !

A Morteau, l'après-midi, on renouvelle l'action. Des filles de Lip vendent «Quest-l'encens». Un ouvrier de Lip nous confie :

— La lutte, ça les mobilise, les jeunes. Regarde comme ils se débrouillent bien.

Une déléguée syndicale qui sort de l'usine vient voir les Lip :

— Le patron ne nous a pas laissés sortir parce que vous étiez là. On se demandait ce qui se passait.

Deux jeunes qui préparent un CAP d'horloger viennent aussi :

comme en 73. Ils se sentaient à nouveau dans la lutte, depuis que le tribunal avait prononcé la liquidation judiciaire. Le soutien populaire ne faisait aucun doute. Il est d'autant plus net que la crise s'est aggravée et que la classe ouvrière fait le lien entre la fermeture de Lip et la dégradation de ses conditions de vie et de travail, la répression des luttes populaires. Mais comme on le voit ici, certains problèmes ne sont pas résolus, et des points de vue différents existent. Certains ne sont pas convaincus quant au soutien populaire, car le contenu de la popularisation se limite à présenter la production de montres, à montrer que le gouvernement refuse de rendre l'horlogerie «compétitive». Soutenir les Lip, oui ; mais comment ? Et soutenir quelles actions ?

Pour gagner, construire l'unité populaire : mais avec qui ? Contre qui ? Sur quelles bases ? Une lutte pour la sauvegarde de l'horlogerie française ou une lutte résolue contre le capitalisme qui restructure selon la logique du profit, à coup de chômage, de déqualification et de baisse de salaires, avec un esprit de suite qu'on peut constater au rythme des fermetures d'usines, de la répression quotidienne. à

Bourgogne Electronique, se précise le choix...  
contre les travailleurs immigrés, les paysans, etc... Tel Correspondant Besançon

## QUELLES PERSPECTIVES APRÈS LES JOURNÉES «PORTES OUVERTES» ?

Après le week-end dernier, un tract circulait dans l'usine, écrit pas des femmes de LIP, révélant un certain mécontentement : «... nous avons constaté que la majorité des ouvrières de LIP n'était pas assez disponible aux visiteurs, semble-t-il pour deux raisons : - Soit, elles étaient pratiquement seules à s'occuper des tâches lourdes traditionnellement réservées aux femmes... et il leur était difficile de discuter. - Soit leur expérience d'ouvrières proprement dite était «oubliée», alors qu'elles représentent 54% du personnel et 82% des OS.

Par exemple, les visites n'étaient faites pratiquement que par les cadres et les techniciens. Leur but était seulement de montrer que l'outil LIP était bon et permettrait de faire travailler 900 ouvriers. L'explication était donc uniquement technique, sur le quartz et le binoculaire par exemple. Mais jamais aucune OS n'a eu l'occasion d'expliquer aussi à quel point ce binoculaire fatiguait ses yeux quand on doit s'en servir pendant des années...»

La continuation est envisagée, bien que l'inter-syndicale CFDT-CGT-CGC ne brille pas par son imagination : proposition de fabriquer un genre de monument représentant les emplois supprimés à Besançon, qui pourrait être le rassemblement des chômeurs... éclats de rire, étonnements, désapprobation. On comprend que l'institutionnalisation du chômage ne soit pas une bonne manière d'envisager l'avenir des «LIP».

A part cela, on continue de prévoir de multiples expositions, dont la prochaine devrait avoir lieu dans quinze jours à la foire de Besançon.

Corresp. Besançon

## APRES LA JOURNÉE «PORTES OUVERTES» Impressions des travailleurs de Bourgogne Electronique et d'Hoover (Dijon)

Les travailleurs de Bourgogne-Électronique et de Hoover à Lip. Nous avons rencontré C..., ouvrière à Bourgogne-Électronique, qui fait partie des 23 licenciés, et G..., membre de la direction de la section syndicale CFDT de Hoover qui fait partie des 275 licenciés de Hoover.

Il nous ont raconté leur impression sur la journée «portes ouvertes» de Lip :

— C. : On est parti à dix. Toutes les boîtes en lutte étaient présentes. On souhaitait que les «Lip» racontent un peu ce qu'ils ont fait depuis leur licenciement et ce qu'ils allaient faire comme boulot plus concret. On est allé le matin à une inter-syndicale, où on attendait de savoir comment ils allaient se mettre en lutte, quels problèmes ils avaient, comment ils allaient les résoudre. En fait, c'est tout autre chose qu'il y a eu.

On a discuté de deux motions : quelle coordination entre les boîtes suite aux portes ouvertes entre Lip et Griffet. La deuxième motion l'après-midi, c'était sur le changement de société. La conclusion préparée par les gars du Parisien Libéré, sur le programme commun, a été refusée par tout le monde. A la place, c'était le changement de société mais tourné de telle sorte que cela revenait au même.

La deuxième motion était accompagnée d'une lettre à Durafour et à d'Ornano contre la répression. Il y avait un

camarade viticulteur du MIVOC qui a demandé que ce soit aussi envoyé à Bonnet. Les gens du Parisien Libéré ont refusé. Alors le travailleur du MIVOC a dit : «Je ne signe pas car si vous refusez de l'envoyer à Bonnet, cela veut dire que vous ne nous considérez pas comme des travailleurs alors que nous on soutient les luttes ouvrières : la preuve, c'est qu'on est là !» La motion CFDT a tout de même été défendue par Griffet CFDT et par nous et d'autres, finalement, elle est passée.

Avec le monde qui est venu, il y aurait pu avoir un débat assez large, on aurait bien voulu que les «Lip» exposent ce qu'ils allaient faire, et qu'on ressorte avec des points concrets. Il n'y avait même pas un stand Lip. Les femmes étaient occupées aux sandwiches ou à la garderie. A mon idée, ils ne sont pas clairs du tout et je me demande s'ils savent bien où ils vont. Ou ce sont les organisations syndicales qui n'apportent pas grand chose aux gens ou ils ont des propositions et ils n'osent pas les sortir en AG. Nous à B-E,

on viendrait nous interviewer, il y aurait quelqu'un pour dire ce qui se passe, ce qu'on fait.

Moi j'avais l'impression qu'ils ne savaient pas où ils en étaient.

— G. : Moi, je suis revenu déçu : le matin, à l'intersyndicale, je croyais que c'était pour discuter des luttes, or on a discuté de motions, moi ça ne m'a pas plu. Là-bas, ils n'ont pas l'air combatif, on dirait qu'ils essayent de ne pas discuter, de ne pas nous parler de leur lutte. Moi je n'en ai rien sorti. Je ne sais pas d'où ça vient mais franchement, c'était décevant. Les organisations syndicales, et même les organisations politiques PC-PS n'ont rien apporté.

Des gars du Parisien ne voulaient pas du mot «Coordination» dans la motion, soi-disant parce qu'au Parisien, ça n'avait pas marché, donc à Lip, ça serait pareil, mais ils n'ont pas été suivis car coordonner les luttes, tout le monde le veut. Pour moi, le PC et le PS, ils attendent les élections et ils veulent un climat social assez élevé, mais ils ne veulent pas que ça bouge. La CGT nous stoppe, la CFDT aussi. Nous, à l'UD, on n'a aucun soutien et pourtant on est 275 licenciés, ce qu'il faudrait, c'est partir sans eux, faire fonctionner les syndicats pour nous... Les empêcher de nous stopper comme ils font.



alors on dit comme les patrons et le gouvernement. Ça veut dire que l'usine doit fermer».

Arrivés à Villers-le-Lac, on installe les panneaux, on distribue les tracts de l'Inter-syndicale...

Un OP explique l'évolution technologique en parlant de la montre mécanique, Lip pourrait être viable, «compétitif» si l'Etat fournissait les capitaux nécessaires à une restructuration de toute l'horlogerie française...

— QdP : Je vois que vous fabriquez des montres de

dessinateur chez Lip ? On regarde le panneau où sont inscrits les salaires, par catégories professionnelles : un dessinateur gagne près de 4 000 F. 19 % des OS au chômage touchent les 90 %. 51 % pour les techniciens et cadres. On commence à comprendre. Etait-il dans l'usine en 73 ?

— Les ouvrières : Oui, mais on ne l'a pas beaucoup vu dans la lutte. Les cadres, ils sont toujours à discuter avec la direction. Ils nous ont suivi en 73 jusqu'au moment où on a vendu les montres... Là, ils n'étaient plus avec nous, on ne peut pas beaucoup compter sur eux.

Tiens voilà un patron hor-

— On veut comprendre ce qui se passe, parce que tout le monde ici parle de Lip. Mais nous, on pense qu'il y a trop de personnel à Lip. C'est notre professeur qui nous l'a dit.

Certains pensent alors que ce sont des défenseurs du «Lip, c'est fini» et réagissent sèchement, en se disant qu'ils ne sont pas compris. Mais les deux jeunes s'expliquent :

— On est avec vous, on est pour la lutte ; on veut seulement comprendre pourquoi ça ferme. D'ailleurs on compte venir à vos «portes-ouvertes».

Ainsi, ce jour-là, les Lip semblaient se retrouver

# VIE DU JOURNAL

## COMMUNIQUÉS

### Journée «portes ouvertes» au foyer Sonacotra à Bagnolet

Samedi, journée «portes ouvertes» organisée par le comité de soutien du foyer de Bagnolet. Discussions, débat à partir du meeting et après il y aura des films, de la musique et du théâtre. C'est donc le samedi 15 mai à 14 h.  
41, rue Robespierre au Foyer Sonacotra à Bagnolet.

### Le nucléaire au cinéma

Le Cinématographe (44, Cours Suchet - 69002 LYON), présente du 17 mai au 24 mai, trois films suivis de débat pour illustrer les dangers de l'Energie Nucléaire : pollution thermique et radioactive, société policière et concentrationnaire, atome militaire.

Au programme :

- LA BOMBE de P.WATKINS
- KASHIMA PARADISE de BENIE DESWARTES et YANN LE MASSON
- DOCTEUR FOLAMOUR de STANLEY KUBRICK

#### LE CINÉMATOGRAPHE

#### LE NUCLÉAIRE

Conférence de M. Dupuyet le lundi 17 mai à 21 h 30 et présentation de son diaporama : **L'énergie Nucléaire.**

#### LA BOMBE

Mar. 18 mai	21 h 40
Mer. 19 mai	17 h / 21 h 40
Jeu. 20 mai	18 h 00
Ven. 21 mai	18 h 00
Sam. 22 mai	18 h 00
Dim. 23 mai	19 h 45
Lun. 24 mai	19 h 45

#### KASHIMA PARADISE

Mar. 18 mai	18 h 00
Mer. 19 mai	18 h 00
Jeu. 20 mai	19 h 45
Ven. 21 mai	19 h 45
Sam. 22 mai	19 h 45
Dim. 23 mai	21 h 40
Lun. 24 mai	21 h 40

#### DOCTEUR FOLAMOUR

Mar. 18 mai	19 h 45
Mer. 19 mai	14 h 15 / 19 h 55
Jeu. 20 mai	21 h 40
Ven. 21 mai	21 h 40
Sam. 22 mai	21 h 40
Dim. 23 mai	18 h 00
Lun. 24 mai	18 h 00

### journée de culture populaire turque

L'Union des Étudiants de Turquie organise une journée de culture populaire, à Paris, le 16 mai à 14 h 30, au 44 rue de Rennes (M<sup>o</sup> St-Germain des Prés).

Dans le programme, il y a deux troubadours qui chantent des chansons révolutionnaires populaires, un orchestre, des danses folkloriques, du théâtre, etc... Entrée : 10 F.

### Lundi 17 mai 1976, à la faculté de Vincennes Journée de soutien à la lutte contre la Sonacotra

- A partir de 14 h. Montages, Films
- A 19 h. : Meeting central avec le comité de coordination et le comité de résidents du Foyer de Montreuil
- A 21 h. : théâtre avec la troupe «El Assifa» «C'est la vie de château...».

## Université de Poitiers :

# DÉMASQUONS LES LIENS PATRONAT - UNIVERSITÉ !

Au cours de 3 journées «d'information» du 9 au 11 mars, les enseignants chercheurs appelaient les étudiants à les soutenir, au nom de la convergence de leurs intérêts, mais sans donner beaucoup plus d'information.

Vendredi 12 mars, effervescence étudiante en biologie, à propos de l'université et de la réforme du 2ème cycle, effervescence réprimée par une universitaire du SNES-Sup : «Gare au zéro en TP».

Mercredi 8 avril, un mouvement démarre, en conflit avec les organisations étudiantes, le MARC y compris. Les étudiants affirment : «Quand on veut lutter, on s'en donne les moyens, étudiants démasquons ce qui se passe ici et maintenant à Poitiers».

Le 9 avril, des Commissions d'enquête fonctionnent, composées d'étudiants de toute discipline et de toute année. Premier terrain d'investigation : la faculté des Sciences. Premier problème à résoudre : d'où vient l'argent, sur quel critère est-il attribué ?

Apparemment, le secret n'existe pas, on n'est pas dans une institution totalitaire, mais dans une Université qui fonctionne de manière démocratique !

Or après avoir découvert la différence entre un labo pauvre, qui fonctionne sur crédits d'enseignements uniquement, et un labo riche, qui vit de contrats plus ou moins rentables, il a été impossible aux enquêteurs d'obtenir des photocopies des fameux contrats avec l'industrie (Leclanché, Rhône Poulenc...).

Ne parlons pas de l'obstruction systématique de la plupart des enseignants chercheurs opposés à notre travail, sous les prétextes les plus divers :

- Vous êtes des briseurs d'unité (SNES-Sup, UNEF)
- Ça n'a rien à voir avec la réforme du 2ème cycle, etc...
- Mêlez-vous de ce qui vous regarde.

Le SNES-Sup, ses mandarins en tête, suivi de l'UNEF, ont réussi à faire reprendre les cours le mardi 4 mai.

En faisant croire qu'Alice Saunier Séité avait reculé, ils demandèrent la reprise des cours pour passer les examens normalement.

Bien entendu, ils s'opposèrent par tous les moyens à tout travail de critique de l'université. Ces messieurs se sentaient-ils visés ?

Nous n'avons plus aucune illusion sur leur volonté de changement.

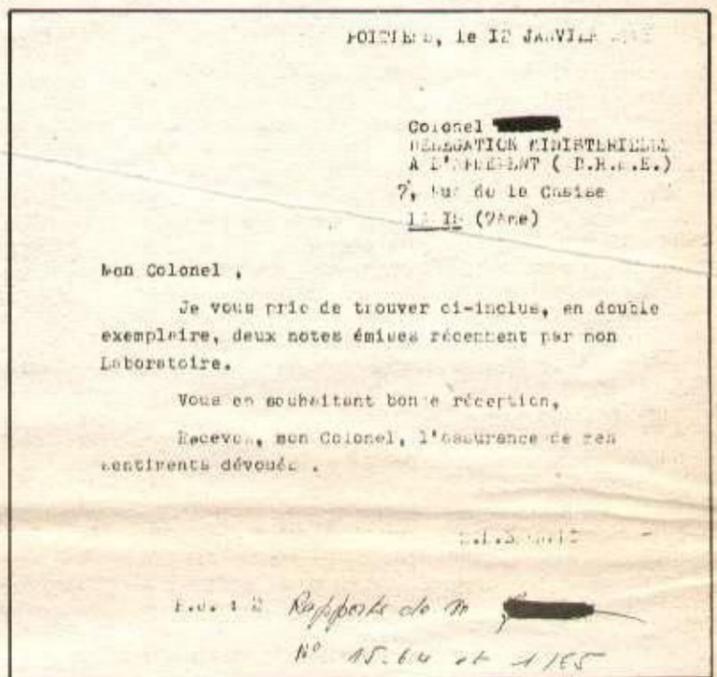
Corr. Poitiers

Voici une des informations obtenues.

M<sup>r</sup> Maurel, professeur de chimie, membre du SNES-Sup, directeur du laboratoire de «Catalyse hétérogène», (craking du pétrole) emploie 50 chercheurs à l'Université. Il est également directeur «académique» aux Pétroles d'Aquitaine (Elf-Erap).

Un bon laboratoire, est un labo qui traite avec le «privé», des firmes d'Etat (EDF par exemple), ou l'armée, soit directement, soit indirectement par le biais de contrats avec la DGRST, le CNRS.

Ainsi au cours de cette enquête, la réforme du 2ème cycle apparaît comme la *légalisation et la généralisation* d'un état de fait dans certains enseignements pris comme modèle, et le problème de la réforme du 2ème cycle semble dépassé. Que dire de l'emprise de l'armée sur les recherches universitaires ? Des exemples : laboratoire GRPC et aussi psychologie-expérimentale ; contrat DRME de 80 000 F pour deux ans avec le professeur Hehich, et «Etude du comportement et de la mémoire verbale chez les militaires» !



Le mythe de la recherche scientifique «orientée vers le bonheur», ou tout simplement «neutre» s'effondre !

Par la méthode de travail que nous avons choisie, nous dévoilons le rôle de l'enseignant. Il déteste répondre aux questions lorsqu'elles concernent les problèmes réels de la collectivité humaine et non pas sa petite spécialité, isolée de tout contexte.

Car bien sûr, il nous préférerait passifs, quitte à se lamenter sur notre passivité.

- Nous commençons à entre-

voir les liens entre l'université et le mode de production capitaliste.

- Nous apprenons à confronter théorie et pratique, pour acquérir un véritable savoir.

Notre travail de recueil et de mise en forme des documents est loin d'être terminé, et nous souhaitons que d'autres étudiants, dans d'autres facs, enquêtent pour commencer à comprendre.

Pas de changement de société sans une critique en acte de l'université.

## La 2<sup>e</sup> Coordination Nationale des élèves révolutionnaires

- AURA LIEU LE 23 MAI :
- LE MOUVEMENT CONTRE LA RÉFORME HABY :
- Premier bilan
- Comment continuer, quelles perspectives.
- Avec des élèves de toute la France.

Le Quotidien du Peuple  
Publication du PCR (ml)  
Adresse Postale : BP 225 75 924  
Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de Publication :  
Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# LIRE ET RELIRE

## UN NOUVEAU NUMERO DU "PEUPLE FRANCAIS"

Le numéro 22 (Avril-Juin) du Peuple Français, qui vient de paraître, est intéressant par la variété et la documentation précise de ses différentes rubriques : dans «Luttes ouvrières», nous trouvons la seconde partie d'une étude sur «Les compagnons imprimeurs au XVII<sup>e</sup>», avec la mise en relief de la lutte des artisans contre la politique de concentration amorcée par le ministre de l'époque, Colbert. La rubrique «Résistance» reconstitue de façon très vivante l'ambiance qui régnait lors de la libération de Paris et montre à la fois les énormes difficultés de vie quotidienne des travailleurs et leur volonté de résister à l'occupant par tous les moyens dont ils disposaient.

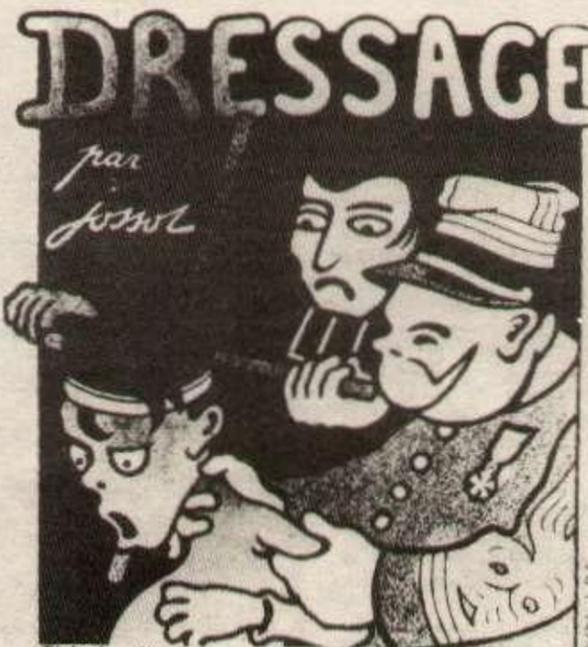
Dans «Luttes et littérature populaire», une analyse un peu brève, de la «littérature de colportage» sous la royauté, cette littérature du pauvre, imprimée sur du mauvais papier, écrite souvent à la va-vite et vendue, avec la mercerie et la bimbelerie par les colporteurs qui allaient de village en village. Les miettes de savoir et de

culture que laissait tomber la classe dominante, mais où parfois se glissaient des pamphlets, des chansons subversives, si bien que les colporteurs étaient fort souvent sous le regard vigilant de la police royale.

Un article est consacré aux «Couvents ateliers du XIX<sup>e</sup> siècle», institution particulièrement odieuse où se manifeste ouvertement la collusion de l'Eglise et du patronat, la première prêtant son personnel ecclésiastique au second pour mieux dompter par une discipline de fer et un endoctrinement de pieuse résignation, une main-d'œuvre ouvrière scandaleusement exploitée, celle du secteur textile.

Egalement dénonciatrice, la seconde partie d'une étude consacrée au «Travail des Enfants» du XIX<sup>e</sup> siècle.

Nous regrettons que ce numéro ne contienne pas quelques pages consacrées à la Commune. Non pour un simple rituel de commémoration, mais parce que cette période capitale de l'histoire du mouvement ouvrier reste encore trop floue dans l'es-



Tiré de «l'assiette au beurre» (pendant l'occupation 1940-1944).

prit de bien des lecteurs, même militants et qu'à l'heure actuelle où les révisionnistes renient même toute référence verbale aux principes de l'avènement du socialisme, il était important d'évoquer la première forme de dictature du prolétariat que

fut le gouvernement de la Commune.

Paule SACONNET

Pour s'abonner, écrire : «LE PEUPLE FRANÇAIS» BP 26 - 92190 MEUDON

### programme télé

#### VENREDI 14 MAI

TF 1	19 h 45 - Y'a un truc	FR 3	19 h 20 - Actualités régionales
18 h 15 - A la bonne heure	20 h 00 - Journal	19 h 40 - Tribune libre	19 h 55 - Flash journal
18 h 45 - Pour les jeunes	20 h 30 - Les mystères de New-York	20 h 00 - Les jeux de 20 heures	20 h 30 - Vendredi
19 h 20 - Actualités régionales	21 h 30 - Apostrophes	21 h 30 - America	22 h 20 - Journal
19 h 40 - Une minute pour les femmes	22 h 35 - Journal	22 h 35 - Emission alsacienne	
19 h 45 - Alors, raconte	22 h 45 - Ciné-club Espions sur la Tamise		
20 h 00 - Journal			
20 h 30 - Au théâtre ce soir Service de nuit			
22 h 45 - Reflets de la danse			
23 h 15 - Journal			

#### SAMEDI 15 MAI

TF1	18 h 00 - Moto	FR3	18 h 45 - Pour les jeunes
14 h 25 - Samedi est à vous	18 h 55 - Clap	19 h 20 - Actualités Régionales	19 h 40 - Un festival, Un événement
18 h 35 - Chapi Chapi	19 h 20 - Actualités Régionales	19 h 55 - Flash Journal	20 h 00 - Spécial Cannes
18 h 40 - Six minutes pour vous défendre	19 h 45 - Y'a un truc	20 h 00 - Le sagouin	20 h 30 - Film TV d'après le roman de François Mauriac
18 h 50 - Magazine Auto-Moto	20 h 00 - JOURNAL	20 h 30 - JOURNAL et fin	
19 h 20 - Actualités Régionales	20 h 30 - Les cinq dernières minutes, Le fil conducteur		
19 h 45 - Alors, raconte	22 h 05 - Dix de der		
20 h 00 - JOURNAL	23 h 35 - JOURNAL et fin		
20 h 30 - Numéro 1 : Annie Cordy			
21 h 30 - Regan série britannique			
22 h 30 - Les comiques associés			
23 h 00 - JOURNAL et fin			
A2	16 h 00 - Rugby : Montferrand - Graulhet		
	17 h 30 - Tour de France		

## feuilleton

# HON DAT

DE ANH DUC

Résumé : Su est suspendue par les bras à un cocotier. Le commandant diemiste veut qu'elle se décide à appeler ses camarades à se rendre. Il fait venir la mère de Su.

### 27<sup>e</sup> EPISODE : LA MORT DE SU

Le commandant pressait Mère Sau de ses injonctions. Il piaffait d'impatience comme s'il se tenait au milieu d'une fourmilière. Tout à coup, Su sentit que sa mère venait de lâcher ses jambes. Mère Sau se tourna en effet vers l'officier. Et Su l'entendit répondre posément :

— Ma fille est assez grande pour savoir ce qu'elle fait... Elle est libre de son opinion, je n'ai pas à la persuader de quoi que ce soit.

Su ne put plus retenir les larmes qui maintenant inondaient son visage. Elle se contorsionna au bout de la corde en criant :

— Détachez-moi, vite !

Le commandant cligna des yeux à l'adresse de Xam qui demanda :

— Tu acceptes donc ?

— Ça va, détachez-moi !

— Bon ! détachez-la, vous autres ! Apportez-lui le micro !

Les soldats firent descendre Su. Elle arriva à terre, inclinée. Il ne lui semblait pas possible de se

tenir debout. Mais Mère Sau avait ouvert les bras pour la recevoir. A peine les pieds de Su eurent-ils touché terre que sa tête se blottit contre les épaules de sa mère. Elle étreignit Mère Sau dont le visage ridé était baigné de larmes et lui glissa cette phrase entrecoupée de sanglots :

— Maman, maman... veille sur Thuy à ma place... n'est-ce pas, maman !

Le commandant écarta Mère Sau.

— Ça suffit... amplement !

Il montra le sous-lieutenant des services psychologiques qui tenait son micro prêt :

— Parlez, Su !  
— Que devrais-je dire ?  
— Comme je l'ai dit tout à l'heure. Qu'ils déposent les armes. C'est tout.  
— Délivrez-moi d'abord de mes liens.  
— Non, parlez d'abord !

Su n'ajouta plus rien. Elle fit un pas en avant et, rapide comme l'éclair, elle fit sauter le micro des mains du sous-lieutenant en y donnant un violent coup de pied. L'appareil projeté au loin roula par terre, tous les fils emmêlés.

Le commandant poussa un hurlement comme s'il était pris à la gorge. Il s'élança et tomba à bras raccourcis sur la jeune femme. Mère Sau intervint. L'officier la jeta à terre en vociférant :

— Xam ! coupe-moi la tête à cette garce !

Xam sortit son poignard étincelant et bondit comme un fauve. Gardant son bras blessé contre lui, il donna un grand coup de son arme à la nuque

de Su. Fait extraordinaire, son poignard rebondit. Xam s'acharna. Mais Su n'était que poussée en avant. Son cou était indemne après trois coups de poignard assénés avec la plus grande violence. Xam s'arrêta en soufflant comme une forge. Il regarda la lame de son arme, éberlué. Non que le poignard made in USA ne fût pas acéré. Mais la chevelure de Su était trop épaisse. Le poignard n'avait pu avoir raison de cette riche chevelure, brillante et abondante, faite de milliers de fils soyeux qui recouvraient jusqu'aux talons cette fille indomptable de vingt-sept ans.

Mère Sau s'était évanouie.

Ce n'est qu'avec l'aide de deux hommes qui relevaient la chevelure de Su que Xam put enfin frapper la jeune femme à la nuque. Elle ne succomba point. Xam leva son arme pour l'achever lorsque le commandant étendit la main :

— Ça suffit. Suspendez-la de nouveau !

Su fut hissée encore une fois en haut du cocotier. Le commandant furibond ricana :

— Laissons-la dans cet état. Les types entendront ses gémissements !

... Après le quatrième coup de poignard, Xam jeta l'arme, agrippa son épaule et rejoignit le plus proche cocotier en titubant. Il s'y appuya et déboutonna sa veste. On vit apparaître sur son pansement une tache de sang. Personne ne l'avait touché. Mais ses efforts pour décapiter Su avaient ouvert sa blessure qui s'était mise à saigner abondamment.

(à suivre)



# GUADELOUPE : UNE JEUNE NATION EN LUTTE

Par Christine VAIVRE

DE FÉVRIER À AVRIL 76, LA LUTTE EXEMPLAIRE DES PETITS PAYSANS  
(1) LE DÉROULEMENT DE LA LUTTE

ENTRETIEN AVEC DES MILITANTS GUADELOUPÉENS

«A tous points de vue, économique, social et politique, la période de la récolte de la canne à sucre est la période la plus sensible en Guadeloupe ; la plus sensible parce que la culture de la canne est la ressource principale du pays, c'est le secteur qui emploie le plus d'ouvriers tant agricoles qu'industriels.

Chaque année, dans le secteur de la canne, depuis 1971, depuis la création de l'UTA, Union des Travailleurs Agricoles, des luttes importantes se déroulent dans ce secteur, ce fut le cas cette année».

## Début février, «Pas de coupe, pas de livraison»

Quotidien du Peuple : Quand et comment a débuté la grève de cette année ?

Réponse : Le point de départ s'est situé début février, dans une période où l'UTA et l'UPG, Union des Paysans Pauvres de Guadeloupe, élaborent leur programme de revendications et le présentent à la Commission Paritaire et à la Commission Interprofessionnelle. Début février donc, l'UTA et l'UPG lancent le mot d'ordre «Pas de coupe, pas de livraison». «Pas de coupe», ceci s'adressait aux ouvriers qui coupent les cannes appartenant aux capitalistes usiniers, et «Pas de livraison» s'adressait aux petits planteurs qui, eux, livrent leur canne à l'usine.

Pourquoi cette lutte ? Eh bien parce que les capitalistes (nous appelons capitalistes usiniers, les dirigeants des centrales sucrières en Guadeloupe), refusaient de donner une augmentation de salaire aux ouvriers agricoles, et de payer aux paysans pauvres un prix plus juste, équivalent au coût de production de la tonne de canne. Suivant le mot d'ordre lancé par l'UTA et l'UPG, ouvriers agricoles et paysans pauvres se sont donc mis en grève.

## Les tentatives de diviser ouvriers agricoles et paysans pauvres

Quotidien du Peuple : Quelle a été la réponse des capitalistes ?

Réponse : Très vite, ils vont essayer de briser le front ouvriers-paysans. Devant le programme de revendications des paysans pauvres, les capitalistes se montraient particulièrement arrogants. Ils leur proposaient 92F pour la tonne de canne, ce qui était nettement inférieur au prix que les paysans avaient obtenu l'an dernier, 102F, et à celui qu'ils revendiquaient cette année de 156F (voir encart). Après plusieurs réunions, les capitalistes n'avaient pas changé de position, par contre il apparaissait que sur le problème des ouvriers agricoles, ils s'apprétaient à céder assez rapidement.

Pourquoi céder sur le problème des ouvriers agricoles et pas sur celui des paysans pauvres ? Parce qu'en ce qui concerne les ouvriers agricoles, les capitalistes ont les moyens de récupérer assez facilement toutes les augmentations qu'ils accordent, en augmentant la tâche par exemple. Cela ne se fera certainement pas tout de suite après le mouvement de grève puisque les ouvriers agricoles ont exigé que la tâche ne soit pas augmentée, mais les capitalistes vont essayer de la faire d'une façon ou d'une autre. Par contre, ils ne peuvent pas agir de la même manière sur les conquêtes des paysans pauvres, c'est

pourquoi, sur le prix de la tonne de canne, les capitalistes étaient décidés à ne pas céder.

En plus, céder sur le problème ouvrier et rester ferme sur le problème des paysans pauvres correspondait à une tactique des capitalistes qui visait à briser le front de lutte ouvriers agricoles-paysans pauvres. Ils pensaient que les ouvriers, ayant obtenu satisfaction regagneraient tranquillement les champs de canne et que les paysans guadeloupéens qui, eux n'ont pas l'habitude de lutter seuls, sans les ouvriers agricoles à leurs côtés, se trouveraient découragés et seraient obligés de livrer leur canne pour que celle-ci ne pourrisse pas sur pied, ce qui alors serait une perte sèche. Les capitalistes avaient toutes les raisons d'espérer cela parce que le paysan pauvre guadeloupéen dépend totalement du capitaliste usinier.

La seule possibilité qu'il a d'avoir des ressources financières, provient précisément de la vente de sa production de canne à la centrale sucrière. Donc les capitalistes savaient qu'ils tenaient les paysans pauvres, du moins ils le croyaient.

## La résistance exemplaire des paysans pauvres

Quotidien du Peuple : Quelle a été l'attitude des paysans-pauvres ?

Réponse : Ayant obtenu l'essentiel de leurs revendications, c'est-à-dire une

## LES REVENDICATIONS AVANCÉES PAR L'U.T.A. ET L'U.P.G.

Pour les ouvriers agricoles :

- l'alignement des salaires agricoles sur les salaires industriels sans augmentation des tâches (donc la suppression du SMAG (1) qui légalement, n'existe plus, mais existe de fait en Guadeloupe).

L'alignement sera complet en 77.

- une augmentation générale de 10% des salaires agricoles et industriels. Ils obtiendront 7,30%.

- une indemnité d'ancienneté pour les ouvriers agricoles ayant au moins 5 ans d'activité.

Pour les paysans pauvres :

- 156F pour une tonne de canne
- paiement du transport de la canne jusqu'à l'usine.

- paiement intégral de la canne livrée aux usiniers, chaque quatorzaine (et non plus, comme cela se faisait, bien après et en fonction de la recette faite par les capitalistes).

- baisse de la cotisation prélevée automatiquement sur leurs revenus par le Centre Technique de la Canne et du Sucre qui a pour but «d'améliorer» les plants destinés à la replante.

(1) SMAG : Salaire Minimum Agricole Garanti



augmentation de salaire, même si celle-ci ne correspondait pas entièrement à ce qu'ils réclamaient, les ouvriers agricoles ont repris le travail. Les paysans pauvres qui eux, n'avaient rien obtenu, continuaient la lutte. Les capitalistes, la réaction, l'administration coloniale, ont été surpris de la résistance des paysans pauvres. Pour la première fois, ils sont restés seuls en grève. Les ouvriers agricoles d'ailleurs, avec les ouvriers industriels, en particulier ceux de l'usine Gardel, ont manifesté leur solidarité, même s'ils avaient repris le travail, en menant des actions ponctuelles sur leurs lieux de travail... Devant la résistance des paysans, le préfet, le gouvernement français ont décidé d'intervenir beaucoup plus directement.

QdP : En quoi a consisté l'intervention du gouvernement français ?

R. : Le préfet a précipitamment fait un voyage en France pour prendre les ordres de ses supérieurs. A son retour en Guadeloupe, début mars, il a invité les différents syndicats de planteurs, y compris l'UPG, pour leur communiquer les décisions du gouvernement français. Le même jour, il a fait une déclaration à la radio, disant en substance qu'il n'était pas question d'espérer une augmentation du prix de la tonne de canne. Le gouvernement français avait décidé d'adopter une attitude dure. Voici ce qu'il proposait :

- maintien du prix de la tonne à 92F.
- une aide de 10F par tonne de canne à tous les planteurs
- une aide de 7F à tous les planteurs produisant moins de 100 tonnes de cannes.
- Le préfet promettait de transformer les 400 millions d'A.F. prévus en raison de la sécheresse qui avait eu lieu en 74 en aide à la replantation. Il donnait 1000F par hectare replanté en canne.

Donc, les capitalistes usiniers, qui reçoivent constamment des aides en tant qu'industriels pour frais d'investissements... recevraient en plus 500 millions d'A.F. d'aide en tant que planteurs (avec l'aide de 10F) puisque l'usine est grand propriétaire terrien, qu'elle possède la majorité des terres ! De même les 400 millions de la sécheresse iraient dans la poche des capitalistes usiniers ! Quant aux petits planteurs et aux colons

partiaires\*, ils n'auraient pas reçu la plus grande partie des 17F d'aide parce qu'ils auraient été obligés de verser un impôt sur cette aide. Face à cela l'UPG a fait des contre-propositions :

- inclusion des 17F (10F + 7F) au prix de la tonne de canne ; n'étant plus considérés comme subvention, ils ne seraient alors plus imposables.

- remise des 400 millions d'aide pour la sécheresse aux producteurs de moins de 500 tonnes de canne, donc aux paysans pauvres.

QdP. : Comment s'est terminée la lutte ?

R. : Les paysans pauvres ont tenu bon. Mais leur dépendance vis à vis des capitalistes usiniers était sérieusement ressentie, cela a joué. Parallèlement, la période électorale mobilisait l'attention. La situation était telle que l'UPG a été obligée d'envisager d'autres propositions.

Fin mars, après une manifestation organisée par les paysans, ceux-ci obligent M. Dagonia, président du Conseil Général, à demander la réunion de la Commission Interprofessionnelle. Les négociations qui ont lieu amènent à un accord qui fixe le prix de la tonne de canne à 113,25F : les 92F initiaux plus les 17F d'aide, exigés pour tous les planteurs, usiniers exclus, plus 4,25F pour tous les planteurs qui livrent moins de 500 tonnes, ceci payable en quatre temps.

Par delà cette victoire partielle, le mouvement même de cette année a montré la capacité des paysans à se mobiliser sur leurs propres revendications.

\* Les «colons partiaires» sont des paysans placés vis-à-vis des capitalistes usiniers, dans une situation de dépendance telle qu'elle les apparente aux métayers.

Demain : Les différentes manœuvres autour de la lutte et ses acquis politiques.